

AUDIENCES

Le Président de la République reçoit l'ancien coordonnateur de l'INDM, Karim Younes et le moudjahid Youcef Khatib

P. 24

PRÉSIDENTE

Réunion samedi du Conseil des ministres

P. 24

ONU :

L'Accord d'Alger, "seule voie viable" pour régler la crise malienne

P. 24

RÉGIONALISME ET RACISME : M.Djerad ordonne le début des travaux d'élaboration du texte de loi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit, hier à Alger, le ministre de la Justice et les responsables des départements ministériels directement concernés par l'élaboration de la loi criminalisant le racisme, le régionalisme et la haine à "entamer sans attendre les travaux devant conduire à une rapide présentation" d'un projet de ce texte, indique un communiqué des services du Premier ministre. Lors d'une réunion du gouvernement sous sa présidence, et "avant de procéder à l'écoute des communications sectorielles et à l'évocation des actions prioritaires", le Premier ministre a abordé l'instruction du président de la République portant élaboration d'un projet de loi criminalisant toutes les formes de racisme, de régionalisme et de discours de la haine", précise la même source.

P. 3



LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT, AMMAR BELHIMER :

«Impératif d'opérer une transition totale vers la communication numérique avant la fin du premier semestre 2020»

P. 4

AGRUMES :

Omari : «Restructurer les vergers pour une production annuelle continue »

P. 4

ARMÉE

Chanegriha : «L'ANP continuera à travailler pour préserver l'unité du peuple»

P. 5

SANTÉ

CANCER DE LA LANGUE

Qu'est-ce que c'est ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (MISE À JOUR) USMA - JSK :

Un «clasico» pour rejoindre le podium

P. 21



TECHNOLOGIE

Pinterest devient le 3^e réseau social des Etats-Unis, selon eMarketer

P. 10

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE :

Tentative de transfert illicite de plus de 37.000 euros

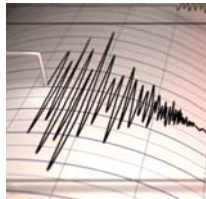
P. 8

SELON LE CRAAG 2 secousses telluriques de 3,1 et 3,2 degrés enregistrées au large de Dellys

Deux secousses telluriques ont été enregistrées hier matin en mer, au nord de Dellys, dans la wilaya de Boumerdes, annonce le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG) de Bouzaréah (Alger). Le premier séisme est d'une magnitude de 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter. Il a été

enregistré à 06h31 en mer à 17 km au nord-ouest de Dellys, précise le CRAAG.

La seconde secousse tellurique, enregistrée à 06h36 et d'une magnitude de 3,2 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été localisée, toujours en mer, à 16 km au nord-ouest de Dellys, dans la même wilaya, ajoute-t-on de même source.



BISKRA Démission du président de l'APC de Tolga pour des raisons de santé

Le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Tolga (Biskra), Nacer Torché du parti du Front de libération nationale (FLN) a présenté hier sa démission de la présidence et en tant que membre de l'APC de cette collectivité locale pour des raisons de santé, a-t-on appris auprès du concerné. Le désormais ex-président de l'APC de Tolga a déclaré à l'APS que sa décision de démissionner a été présentée aujourd'hui mercredi lors d'une session extraordinaire de l'Assemblée consacrée à sa démission. Il a précisé que sa démission «a été approuvée à l'unanimité» par les membres de l'Assemblée, soulignant que sa décision est «irréversible». M. Torché a expliqué que sa démission est motivée par des raisons de santé qui «ne lui permet pas d'assumer la responsabilité de la présidence de l'APC». Agé de 41 ans, M. Torché a assumé deux mandats consécutifs à la tête de l'APC de Tolga avant de déposer sa démission, rappelle-t-on.

ORAN La 11^e édition du salon international de tourisme et des voyages du 26 au 29 février



La 11^e édition du salon international du tourisme, des voyages et transports (SIAHA) et le salon international des équipements et services d'hôtels et de restauration se tiendront du 26 au 29 février au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran a-t-on appris mardi des organisateurs.

Le thème du salon «SIAHA 2020» sera «Oran nouveau pôle d'investissement touristique et hôtelier», a indiqué le directeur de la société «Astra com», Noureddine Daoudi, qui a signalé que cette édition se tiendra sous le slogan «Développement-durabilité». La 11^e édition qui réservera des stands exclusivement au tourisme, voyages et transports, mettra en valeur les atouts et potentialités de l'Oranie et ses villes (Oran, Tlemcen, Mostaganem, Ain Témouchent et autres) auprès des professionnels du tourisme pour les sensibiliser davantage sur la promotion de la «Destination Algérie». Un stand permettra aux professionnels du secteur de faire découvrir leurs produits à d'autres et au large public en leur proposant des offres pour des destinations durant les vacances de printemps et d'été prochains, ainsi des promotions sur la billetterie des compagnies de transport aérien, a indiqué M. Daoudi.

ORAN Naissance de la fondation Imam El-Houari

La naissance de la fondation Imam El Houari a été annoncée mardi à Oran, en présence d'universitaires, imams, représentants de zaouias et responsables locaux. Le directeur de cette fondation culturelle Alouti Houari Abderrahmane a indiqué, lors d'une conférence de presse au Centre de recherche en anthropologie sociale et culturelle (CRASC) d'Oran que l'idée de création de cette association a été motivée par la concrétisation des recommandations du colloque national sur Sidi El Houari, organisé depuis deux ans par la faculté des sciences humaines et civilisation islamique de l'université d'Oran «Ahmed Benbella». Cette fondation, qui regroupe des membres universitaires et journalistes, vise à organiser des activités intellectuelles sur l'imam et saint-patron Sidi El Houari et d'autres ulémas algériens. Cette association organisera des conférences nationales sur le parcours de l'imam El Houari, en réservant des prix aux recherches traitant de ce thème. Par ailleurs, elle envisage de réaliser un hôtel traditionnel à l'entourage de la mosquée de Sidi El Houari situé au vieux quartier portant son nom, pour permettre aux visiteurs de prendre connaissance de ses œuvres et passer un séjour dans cette résidence, a fait savoir Alouti Houari Abderrahmane.



SALON «AGRIPO EXPO» La 5^e édition du 22 au 25 janvier à Oran



Le 5^e salon international de l'agriculture «Agripo Expo» se tiendra du 22 au 25 janvier en cours au Centre des conventions «Mohamed Benahmed» d'Oran, a-t-on appris mardi des organisateurs. Organisée par la société «Exposium Event», cette manifestation prévoit la participation de 150 exposants de différentes wilayas du pays et des étrangers.

Cette édition regroupera des professionnels du secteur dont des agriculteurs, des éleveurs, des industriels en filières agricoles et des représentants de laboratoires, d'écoles publiques et privées et d'associations professionnelles en agronomie, a-t-on fait savoir.

Co-organisé par des partenaires, le salon constituera une plateforme pour exposer des produits d'agriculture dont les céréales, d'aviculture, de la filière lait et autres phytosanitaires, de machinisme agricole et d'irrigation, entre autres, a-t-on indiqué.

EL-BAYADH Inauguration d'un célibatorium de la police de 208 lits



Un célibatorium de police relevant de la sûreté de wilaya d'une capacité de 208 lits a été inauguré mardi à El Bayadh, a-t-on constaté. Le contrôleur de police Bouraoui Abdelhak a présidé, au nom du Directeur général de la Sûreté nationale et en présence de cadres de la sûreté de wilaya d'El Bayadh et du wali, Kamel Touchene, la cérémonie d'inauguration de cette structure sociale baptisée au nom du chahid du devoir national, l'agent de police Dahmani Abdelkader.

Le représentant du DGSN a souligné, à cette occasion, l'importance de cette structure qui est «un acquis supplémentaire pour renforcer les projets et réalisations initiés par la DGSN, traduisant le soutien et la volonté de prise en charge des éléments du corps de la police», ajoutant que c'est un message nécessitant de poursuivre les efforts sans relâche et donner le meilleur exemple de moralité et de sacrifice pour la sécurité du citoyen et la protection de ses biens.

TIZI-OUZOU Lancement, dimanche prochain, d'une campagne de dépistage du diabète et de l'hypertension

Une campagne de dépistage du diabète et de l'hypertension artérielle sera lancée à partir de dimanche prochain dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a indiqué hier dans un communiqué, la direction locales de la Santé et de la Population (DSP). Cette campagne d'envergure sera menée au niveau des 67 communes de la wilaya et sera encadrée par les différents établissements publics de santé de proximité qui mobiliseront leurs moyens humains et matériels pour la réussite de cette campagne et cibler un maximum de citoyens, a-t-on ajouté de même source. Cette action «éminemment de santé publique», qui s'étalera sur trois jours «entre dans le cadre de la prévention des maladies chroniques non transmissibles pour un meilleur contrôle et une maîtrise de leurs incidences», a-t-on souligné. La DSP a lancé un appel aux citoyens à adhérer massivement à cette campagne en allant se faire dépister gratuitement au niveau des stands et autres dispositifs spéciaux qui seront mis en place à travers les 67 communes.

EUROPE - SCIENCES Ariane 5 lance ce jour deux satellites de télécommunication

La fusée Ariane 5 va lancer aujourd'hui depuis Kourou deux satellites de télécommunication, l'un pour Eutelsat destiné à améliorer l'accès à l'internet haut débit notamment en Afrique, l'autre pour l'Agence spatiale indienne, a annoncé Arianespace. Le lanceur européen, qui effectuera son premier vol de l'année 2020, décollera entre 18H05 et 20H00, heure de Kourou en Guyane française (21H05 à 23H00 GMT). La mission placera les satellites en orbite géostationnaire (environ 36.000 km de la Terre), et doit durer environ 38 minutes. Eutelsat Connect est un nouveau satellite «tout électrique», qui doit permettre à l'opérateur européen de proposer un accès à un débit maximal de 100 mégabits par seconde (Mbit/sec) et contribuer à «réduire fortement la fracture numérique dans 40 pays en Afrique et 15 pays d'Europe de l'Ouest», explique Arianespace dans un communiqué. Le satellite GSAT-30, conçu et réalisé par l'agence spatiale indienne (Isro), fournira pour sa part «des services de télévision, télécommunication et de diffusion de grande qualité sur tout le territoire indien, îles comprises», précise la société de lancement.



Il s'agira du 23^e satellite de l'Isro mis en orbite par Arianespace. L'année 2020 s'annonce comme une année charnière pour la société chargée de l'exploitation et de la commercialisation des lanceurs européens, qui célèbre ses 40 ans. Elle compte effectuer avant la fin de l'année les tirs inauguraux des nouvelles fusées Ariane 6 et Vega C. Arianespace compte lancer plus de 300 satellites en 2020, soit la moitié de ce qu'elle a placé en orbite en 40 ans, à la faveur notamment du déploiement de la constellation OneWeb.

PRÉSIDENT

Le Président Tebboune ouvre larges les portes du dialogue en consécration de son engagement de changement global

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a initié une série de rencontres consultatives avec nombre de personnalités nationales et politiques, en concrétisation du processus de changement global, auquel il s'était engagé à commencer par l'annonce d'un amendement constitutionnel.

A travers ses rencontres avec des personnalités qui ont des conceptions divergentes de la situation générale du pays et de la manière de remettre les choses sur rails, le président Tebboune est entrain de cristalliser un engagement qu'il a renouvelé à plusieurs occasions et réitéré dans son discours à la nation à l'issue de sa prestation de serment en appelant à «mettre la main dans la main pour l'édification d'une nouvelle République forte et respectée», soulignant que «l'Algérie a besoin de classer ses priorités pour éviter des lendemains incertains».

En effet, M. Tebboune n'a pas tardé à lancer le processus de consultations en commençant par recevoir l'ancien chef du gouvernement Ahmed Benbitour, à peine vingt jours après son investiture.

Cette rencontre de consultation avait permis de «passer en revue la situation générale et économique du pays, ainsi que les perspectives d'une action sérieuse pour la mobilisation des compétences nationales et des bonnes volontés en vue d'asseoir les bases de la nouvelle République».

La deuxième rencontre à l'agenda du Président de la République a été avec l'ancien ministre et homme politique Abdelaziz Rahabi avec lequel il a abordé des dossiers en relation avec la période actuelle.

Durant cette audience, le chef de l'Etat a «expliqué les démarches politiques en cours et à venir pour instaurer la confiance devant renforcer la communication et le dialogue dans l'objectif de construire un front interne solide et cohérent permettant la mobilisation des énergies et des compétences nationales, et de rattraper le temps perdu en vue d'édifier un Etat d'institutions qui consacre la démocratie et évite au pays toute dérive autoritaire, un Etat dans lequel les



citoyens jouiront de la sécurité, de la stabilité et des libertés».

Le Président de la République «a écouté les observations et suggestions de M. Rahabi concernant les démarches lancées juste après le 12 décembre», avait indiqué un communiqué de la présidence de la République. Dans un premier pas vers l'amendement de la Constitution, M. Tebboune a reçu le professeur universitaire et membre de la Commission du droit international à l'Organisation des Nations unies (ONU), Ahmed Laraba qu'il a chargé de

présider le Comité d'experts chargé de formuler des propositions pour une révision constitutionnelle. Ce Comité qui compte des compétences nationales dans le domaine juridique, notamment en droit constitutionnel, remettra au président de la République les conclusions de ses travaux dans un délai de deux mois à compter de la date de son installation, intervenue aujourd'hui. Le projet de révision de la Constitution fera l'objet de larges consultations auprès des acteurs de la vie politique et de la société civile avant d'être présenté au Parlement pour adoption et sera par la suite soumis à un référendum populaire. Parmi les personnalités reçues par M. Tebboune, l'ancien Chef du gouver-

nement, le moudjahid Mouloud Hamrouche qui a présenté au Président de la République «sa vision sur les différentes questions posées sur la scène nationale, et ce, à la lumière de sa longue expérience au service de l'Etat, ainsi que son suivi des événements nationaux en tant qu'acteur politique éminent».

Le Président Tebboune, avait rendu visite, lundi, au moudjahid et ancien ministre, Ahmed Taleb Ibrahim en son domicile pour s'enquérir de son état de santé.

Dr. Ahmed Taleb Ibrahim qui «s'est dit profondément ému par cette visite, a remercié le Président de la République pour cette aimable attention, lui souhaitant «plein succès pour ses efforts au service de la patrie au plan interne et pour que l'Algérie retrouve la place qui lui sied sur la scène régionale et internationale», avait indiqué un communiqué de la Présidence de la République.

Dr. Ahmed Taleb Ibrahim a également présenté sa vision de l'avenir «dans le cadre de la consolidation de l'unité nationale pour l'édification d'un front interne solide et la protection de l'identité nationale et des valeurs et constantes de la Nation».

Lors de la visite, le Président Tebboune a informé Dr. Ibrahim de certains aspects du change-

ment global engagé, à commencer par la profonde révision de la Constitution, qui «doit faire l'objet de la plus large entente nationale possible».

Le président du parti Jil Jadid, Sofiane Djilali a été le premier responsable d'une formation politique à être reçu par le Président de la République.

Lors de cette rencontre ce mardi à Alger, le président du parti Jil Jadid a exposé les points de vue et visions de son parti et «présenté des propositions pour renforcer la concertation et le dialogue initiés par le Président de la République, en application de ses engagements électoraux, réaffirmés juste après sa prestation de serment en sa qualité de président de la République».

L'objectif de ces rencontres «est l'édification d'une nouvelle République répondant aux aspirations du peuple et l'entame d'une réforme globale de l'Etat, à même de consacrer la démocratie dans le cadre d'un Etat de droit préservant les droits et les libertés des citoyens, un objectif que M. Tebboune s'est engagé à réaliser lors de sa campagne électorale et réaffirmé dans son discours prononcé à la cérémonie de prestation de serment en sa qualité de Président de la République».

EDUCATION

Nouveau sit-in d'enseignants du primaire devant l'annexe du ministère de l'Education nationale à Alger

Des enseignants du primaire ont observé hier un nouveau sit-in de protestation devant l'annexe du ministère de l'Education nationale à Alger pour réitérer leurs revendications socioprofessionnelles.

Venus de plusieurs wilayas du pays, les représentants des enseignants ont fait savoir que les syndicats du secteur qui ont rencontré, la veille, le nouveau ministre Mohamed Ouadjaout «ne les représentent pas», exigeant qu'ils soient, eux aussi, reçus par le ministre pour présenter la plateforme de leurs revendications. «Nous allons reprendre notre mouvement de protestation lundi de manière périodique», ont-ils déclaré, ajoutant que si la tutelle ne répond pas à leurs revendications, «nous entamerons une grève générale illimitée».

Les enseignants protestataires souhaitent que la tutelle prenne en considération leurs préoccupations, notamment «la révision des programmes pour améliorer la qualité de l'enseignement et alléger le cartable de l'élève, l'unification des critères de classification par la valorisation des diplômes pour garantir l'égalité des chances et la révision des salaires des enseignants du primaire pour améliorer leur pouvoir d'achat».

Ils réclament également «la réduction du volume horaire, le droit à la promotion systématique au grade de professeur principal au bout de cinq (5) ans d'exercice et de professeur formateur au bout de dix (10) ans, ainsi que le droit à la retraite proportionnelle par l'inscription du métier d'enseignant parmi les métiers pénibles».

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE : Tentative de transfert illicite de plus de 37.000 euros

Les services de la police des frontières (PAF) de l'Aéroport international Houari-Boumediene ont détecté récemment une tentative de transfert illicite de plus de 37.000 euros par un individu en partance pour Istanbul (Turquie), a indiqué hier la Direction générale de la Sécurité nationale (DGSN) dans un communiqué. «Les services de la PAF de l'Aéroport international Houari Boumediene ont procédé, durant les derniers jours, à l'arrestation d'un individu pour infraction à la législation relative à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger, qui s'appretait à quitter le territoire national en direction d'Istanbul avec en sa possession un montant non déclaré estimé à 37.700 euros», précise la même source.

APS

RÉGIONALISME ET RACISME:

M.Djerad ordonne le début des travaux d'élaboration du texte de loi

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a instruit, hier à Alger, le ministre de la Justice et les responsables des départements ministériels directement concernés par l'élaboration de la loi criminalisant le racisme, le régionalisme et la haine à «entamer sans attendre les travaux devant conduire à une rapide présentation» d'un projet de ce texte, indique un communiqué des services du Premier ministre.

Lors d'une réunion du gouvernement sous sa présidence, et «avant de procéder à l'écoute des communications sectorielles et à l'évocation des actions prioritaires», le Premier ministre a abordé l'instruction du président de la République portant élaboration d'un projet de loi criminalisant toutes les formes de racisme, de régionalisme et de discours de la haine», précise la même source.

«En la matière, et conformément aux orientations présidentielles, tout le soin devra être mis dans la détermination des responsabilités de tout citoyen et de tout groupe social face au devoir sacré lié au respect de la cohésion sociale et des valeurs d'unité et de fraternité qui ont cimenté la nation à travers son his-

toire», est-il relevé. Toujours au titre des actions prioritaires, M. Djerad a ensuite «tenu à réitérer ses recommandations formulées lors de la première réunion du gouvernement rappelant, à ce propos, la nécessité pour chaque département ministériel, de mettre à exécution, au plus tôt, les décisions et mesures d'ores et déjà préconisées dans le cadre de la lutte contre la bureaucratie au sein des rouages de l'administration publique», est-il ajouté.

A ce titre, poursuit le communiqué, les membres du gouvernement sont «interpellés pour veiller, personnellement, à la mise en œuvre des actions définies, chacun pour ce qui le concerne, dans la perspective d'un allègement progressif des procédures administratives constituant des contraintes pour le citoyen ou pour l'opérateur économique, d'une manière générale».

«Pour ce faire, le recours aux nouvelles technologies permettant la prise en charge de ce type de préoccupations est vivement encouragé, à l'exemple des techniques de numérisation et des applications liées», a-t-il été préconisé lors de cette réunion. Abordant

le volet relatif à l'état des lieux des secteurs, le gouvernement a «entendu les communications présentées par plusieurs ministres dans le cadre de l'approche définie, celle-ci consistant à fournir des diagnostics précis portant bilans et perspectives de relance et de développement de chaque secteur, en prévision de leur examen et validation à l'occasion de la tenue de la prochaine réunion du Conseil des ministres», est-il également indiqué. A ce titre, des exposés ont été présentés par les ministres en charge des secteurs de l'Industrie, de l'Agriculture, de l'Habitat, du Commerce, du Commerce extérieur, de la Santé ainsi que ceux des secteurs de la Micro-entreprise, des Startups et de l'Economie de la Connaissance. La réunion de ce jour «constitue la première d'une série de rencontres qui seront consacrées, chacune, à l'examen de plusieurs secteurs d'activité et ce, dans le cadre de l'élaboration et de l'enrichissement du Plan d'action du gouvernement devant être soumis aux travaux d'un prochain Conseil des ministres aux fins de validation», conclut le communiqué des services du Premier ministre.

RESSOURCES EN EAU: Nécessité d'élaborer un plan d'action efficace pour moderniser et développer l'Agence nationale des ressources hydrauliques

Le ministre des Ressources en eau, Arezki Berraki a mis en avant, mardi à Alger, l'importance du rôle de l'Agence nationale des ressources hydrauliques (ANRH) dans l'inventaire, la prospection et la protection des ressources en eau du pays, insistant sur sa modernisation à travers l'élaboration d'un plan d'action efficace.

S'exprimant lors d'une réunion avec les cadres de l'Agence durant sa première visite d'inspection depuis son installation à la tête du secteur, le ministre a souligné le caractère prioritaire de la valorisation et la modernisation des entreprises relevant du secteur des Ressources en eau, assurant que le premier défi à relever par le Secteur consistait à «garantir les ressources en eau pour les générations futures».

Pour M. Berraki, les décisions de l'Agence doivent revêtir un caractère contraignant à l'égard des différentes parties concernées notamment ce qui a trait aux modalités de prospection et d'exploitation des ressources en eau, en ce sens que l'ANRH dispose de données, de mécanismes et d'informations lui permettant de donner des consignes qu'il convient de prendre en compte.

«L'ANRH est la première entreprise que nous visitons pour s'enquérir de la situation et connaître s'il y a des perspectives entrepreneuriales pour que les ressources en eau soient maîtrisées davantage à l'avenir pour couvrir nos besoins», a-t-il déclaré.

M. Berraki a évoqué avec les cadres de l'Agence les détails de leur travail et les différentes difficultés auxquelles ils font face dans l'accomplissement de leurs missions. Il a souligné «la volonté du secteur à assurer tous les moyens nécessaires et à réunir les conditions à même de contribuer à la valorisation et à la réévaluation des ressources nationales», qualifiant l'Agence «de cœur des ressources en eau».

L'ANRH désormais Etablissement à caractère industriel et commercial (EPIC)

Selon le ministre, il a été décidé, à cet égard, du changement du statut de l'Agence de l'ANRH d'un établissement public à caractère administratif (EPA) à un Etablissement à caractère industriel et commercial (EPIC), ce qui est à même de lui permettre de traiter les différentes problématiques financières auxquelles l'agence était confrontée.

En tant qu'EPA, l'ANRH a connu plusieurs problématiques, ce qui l'avait mis dans l'impossibilité de mobiliser plusieurs financements indispensables pour la gestion de ses activités dans l'étude des ressources en eau et de leur qualité et des activités de prospection et d'inventaire.

L'ANRH bénéficiera, dans ce cadre, d'une plus grande facilité dans la gestion au regard de ses besoins en matière de Recherche scientifique et d'action sur le terrain et au niveau des laboratoires, a fait savoir le ministre qui a mis l'accent sur l'accompagnement devant être fourni à l'Agence par le secteur, estimant que «c'est un grand chantier» qui requiert tout l'appui et l'intérêt.

Pour le ministre, la modernisation et le développement de l'Agence passe par l'élaboration d'un plan d'action efficace, à même de permettre de promouvoir le rôle de ses cadres qui accéderont aux différentes nécessités qui les aideront à s'acquitter de leurs missions, telles que les équipements modernes, les laboratoires et les conventions qui leur permettront un échange de connaissances et de technique avec les différents secteurs.

Les cadres de l'Agence activent dans les domaines de mise en application des programmes d'inventaires des ressources en eau, de leur suivi régulier, de la réalisation d'études hydrologiques et hydriques, de prospection et de forage, d'établissement de cartes hydrogéologiques et des ressources en eaux souterraines, les précipitations, la protection et la sauvegarde de la ressource contre toutes formes de dégradation.

« Nous avons une grande responsabilité de préservation de cet outil dans le secteur, en assurant tous les moyens indispensables, que de soit les moyens financiers ou dans le domaine du lancement d'études sur son développement», a indiqué M. Berraki dans une déclaration à l'APS.

Le secteur est tenu, ajoute le ministre, de préserver les ressources quelque soient leur nature et de maîtriser les ressources en eaux qui sont désormais impactées par les changements climatiques.

Le secteur s'emploie à créer une coordination entre l'ANRH et les autres entreprises sous sa tutelle à l'instar de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) et l'Algérienne des eaux (ADE) afin de booster la coopération en matière de recherche scientifique et d'échange d'informations.

Dans ce contexte, le ministre a mis l'accent sur la nécessité d'établir des relations durables avec le milieu universitaire et scientifique pour la réalisation des projets de recherche de qualité.

S'agissant de la formation, le ministre a affirmé que le secteur compte recourir aux compétences nationales, en sollicitant les anciens cadres de l'Agence pour tirer profit de leur expérience dans l'accompagnement des jeunes, rappelant que cette entreprise avait 30 ans d'expérience en la matière. Dans le cadre de ses orientations, le ministre a souligné l'importance d'intensifier les cycles de formation en consacrant un budget permanent à cet effet, à consommer dans sa totalité avant la fin de l'exercice et de développer le système informatique et tout ce qui a trait à la sécurisation et à la fiabilité des informations. L'ANRH œuvre dans le cadre du plan de la prévention contre les risques d'inondation à l'élaboration des stations automatiques (pluviométrie, climatique). Elle joue un rôle clé dans la prévention et l'alerte contre les inondations au niveau du territoire national.

APS

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT, AMMAR BELHIMER : «Impératif d'opérer une transition totale vers la communication numérique avant la fin du premier semestre 2020»

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Ammar Belhimer a mis l'accent, hier à Alger, sur l'impératif d'opérer une «transition totale» vers la communication numérique avant la fin du premier semestre 2020, pour «la préservation de la souveraineté de l'Algérie dans ce domaine».

«Je voudrais insister sur un axe fondamental dans le programme du gouvernement, en l'occurrence la transition, dans les meilleures conditions et le plus tôt possible, vers la communication numérique», a indiqué le ministre dans une allocution à l'occasion de la célébration du 8ème anniversaire de création de la radio «Jil FM» au Centre culturel de la Radio algérienne «Aïssa-Messaoudi».

«Nous sommes tenus par des délais et des engagements internationaux pour réaliser une transition totale vers la communication numérique avant la fin du premier semestre 2020», a-t-il précisé.

A ce propos, le ministre a déclaré: «nous avons un plan national que nous devons respecter pour opérer cette transition dans les meilleures conditions (...) Ce défi nous impose d'accorder un intérêt particulier au

processus intégré de la chaîne des valeurs numériques ainsi qu'au capital humain en tant que catalyseur pour atteindre l'objectif escompté en terme de préservation de la souveraineté nationale». Le ministre a réitéré, par la même, son engagement à œuvrer à la protection de la corporation de la presse et à la défense des droits des journalistes, et ce dans le cadre «d'une action consensuelle commune visant à atteindre l'objectif escompté, en étant au service de l'Algérie». «La lutte contre la pollution médiatique+ sur les réseaux sociaux ne peut être menée que par l'application des lois régissant la profession, le respect de la vie privée et le professionnalisme du journaliste dans l'accomplissement de son travail au quotidien», a-t-il soutenu. De son côté, le secrétaire d'Etat chargé de la production culturelle,



Salim Dada a salué le rôle de la chaîne radio «Jil FM» qui a ouvert, selon lui, «la voie aux jeunes et à la diversité culturelle», indiquant que «le principal message à transmettre est de donner la priorité à l'actualité nationale à tous les niveaux». Pour sa part, le directeur général de la Radio

algérienne, Djamel Senhadri a mis en avant «le rôle important des jeunes dans la garantie de la transition vers une Algérie nouvelle», estimant que l'expérience de la station «Jil FM» est couronnée de succès tout au long des différentes étapes franchies, ces dernières années, par l'Algérie.

AGRUMES:

Omari : «Restructurer les vergers pour une production annuelle continue»

Les vergers d'agrumes doivent être restructurés pour permettre une production continue de ces fruits tout au long de l'année et offrir une matière première à l'industrie de transformation, a indiqué hier à Alger, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Cherif Omari.

Inaugurant la 3ème édition de la Foire des agrumes de la wilaya d'Alger, en compagnie du ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Acheuk Youcef Chawki et du Wali d'Alger, Abdelkhalik Sayouda, M. Omari a souligné, devant les producteurs d'agrumes de la capitale, l'intérêt d'une restructuration des vergers notamment grâce à l'encadrement des producteurs pour la maîtrise des différentes variétés».

Cela "permettra à l'agriculteur de maîtriser les prix et offrira une disponibilité de l'ensemble des variétés tout au long de l'année", a-t-il soutenu.

Lors de sa visite, le ministre a appelé les exposants à aller vers des accords avec les transformateurs afin d'assurer une issue commerciale pour le producteur et assurer également la matière première pour l'industriel. "Il s'agit d'inclure les industries de la transformation dans le but de valoriser le produit national, à travers des accords de coopération entre les transformateurs et les représentants des producteurs", a-t-il indiqué. Il a cité dans ce cadre



l'exemple de la poudre destinée aux jus concentrés dont l'importation pourra être réduite grâce à la production nationale à travers des productions spécifiques de variétés aptes à être transformées. Ceci en plus de la certification des produits bio afin d'être exportés.

De plus, le ministre a noté le rôle de la filière agrumes dans la promotion des exportations de ces fruits.

"Cela passe par l'accompagnement et l'encadrement des agriculteurs pour exploiter l'ensemble des richesses naturelles et des ressources humaines afin de soutenir cette dynamique dans le cadre de la sécurité alimentaire du pays", a-t-il estimé. Dans cette optique, M. Omari a fait savoir qu'il tiendra une réunion dans les jours à venir avec les représentants du Conseil interprofessionnel de la filière des agrumes. Par ailleurs, il a appelé

les producteurs à se constituer en coopératives, assurant que cela leur permettra de mieux maîtriser leur produit et de s'assurer des circuits de commercialisation, notamment de leurs excédents de production.

La production d'agrumes a atteint 15 millions de quintaux en 2019, selon le ministre.

La superficie agrumicole de la capitale est estimée à 6.119 hectares (ha), principalement au niveau des communes de Baraki (1.978 ha) et Birtouta (1.865).

Les variétés d'agrumes au niveau de la wilaya d'Alger sont au nombre de 19 dont 13 variétés d'oranges avec une dominance de la "Thomson navel" et la "Washington navel".

Concernant la production agrumicole, Alger occupe la 6ème place à l'échelle nationale pour la campagne 2019 avec une production de 1.113.670 quintaux.

ARMÉE L'ANP continuera à travailler pour préserver l'unité du peuple (Chanegriha)

Le Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, a affirmé hier à Djanet que l'Armée continuera à travailler pour préserver l'unité du peuple algérien et renforcer le lien solide avec son armée.

«Nous témoignons tout notre respect et notre reconnaissance à ce peuple, avec lequel nous avons surmonté toutes les épreuves, et nous réitérons, aujourd'hui, que nous demeurerons à ses côtés et que nous ne ménagerons aucun effort pour préserver son unité et renforcer le lien solide qui l'unit à son Armée, car nous sommes issus de ce peuple, et nous en faisons partie intégrante», a affirmé le Général-Major dans une allocution prononcée au troisième jour de sa visite en 4ème Région militaire où il a présidé une réunion d'orientation, au niveau du siège du secteur opérationnel Sud-est Djanet.

«Ce peuple saura, sans doute, relever, en toute sécurité, les défis de la phase actuelle, tel qu'il a réussi à surmonter les différentes crises et les moments difficiles qu'a connus notre pays.

Il saura poser, avec fidélité et confiance, les jalons de l'avenir prometteur de l'Algérie, en laquelle il a tant cru, et telle que rêvée par nos vaillants Chouhada, et à laquelle ses enfants loyaux aspirent aujourd'hui», a ajouté le Général-Major.

A l'issue de la cérémonie d'accueil et en compagnie du Général-Major Hassan Alaïmia, Commandant de la 4ème RM, Saïd Chanegriha s'est réuni avec les cadres et les personnels du secteur, en présence des représentants des différents corps de sécurité où il a prononcé une allocution d'orientation, diffusée via visioconférence, à toutes les unités de la Région, à travers laquelle il leur a transmis les félicitations et les encouragements du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de l'ANP, en reconnais-



sance des «efforts considérables» qu'ils fournissent au quotidien pour faire face à tous les dangers et menaces, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Je saisis cette occasion pour vous transmettre le message de félicitations et d'encouragement de Monsieur le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et à travers vous à l'ensemble des personnels de l'ANP, en reconnaissance des efforts considérables que vous fournissez, au quotidien, afin de faire face à tous les dangers et menaces, et du dévouement dont vous avez fait preuve pendant la phase cruciale que notre pays a traversée ces derniers temps», a affirmé le Général-Major «En effet, vous avez contribué, avec efficacité, vous hommes de la 4ème RM, aux côtés de vos collègues à travers toutes les autres Régions militaires, à réunir les conditions de sécurité et de stabilité dans notre pays, lui permettant, ainsi, de dépasser cette épreuve et d'arriver à bon port», a relevé M. Chanegriha.

Le Général-Major a également mis l'accent sur son engagement à œuvrer à l'ancre des bases du travail

coordonné et cohérent entre les différentes composantes de l'ANP, au resserrement des rangs et à la mobilisation des énergies et des potentiels, de manière à permettre la construction d'une armée forte et moderne, à même de garantir la sécurité et l'intégrité territoriale et de sauvegarder la souveraineté nationale.

«Nous œuvrerons, avec une loyauté inégalée et des efforts soutenus, à réunir les facteurs de sécurité et de quiétude, à travers tout le territoire national, et à franchir davantage d'étapes pour le développement de nos capacités militaires, dans tous les domaines, de manière à pouvoir construire une armée forte et moderne, à même de garantir notre sécurité et intégrité territoriale et de sauvegarder notre souveraineté nationale», a souligné le Général-Major.

Le Général-Major a, en outre, adressé ses félicitations et exprimé sa gratitude aux personnels de la 4ème RM, mobilisés tout au long des frontières nationales, «avec détermination et fierté, et font face avec engagement et persévérance, de jour et de nuit, à quoiconque tente de porter atteinte à l'intégrité du territoire national». «Le sens du devoir et ma responsabilité à la tête de l'Etat-Major de

l'ANP m'amènent, aujourd'hui, à vous exprimer, depuis cette tribune, le témoignage de ma reconnaissance et de ma gratitude, vous, vaillants hommes, mobilisés, avec détermination et fierté, tout au long des frontières nationales, et qui êtes conscients de l'ampleur de la responsabilité qui vous incombe et de la nature sensible des missions assignées», a-t-il affirmé.

«Vous défendez, ainsi, la souveraineté de la Nation, et vous faites face, avec détermination, engagement et vigueur, de jour et de nuit, à quoiconque tente de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, à la sécurité et à la stabilité du peuple algérien, ainsi qu'à ses ressources économiques et son tissu socio-culturel», a-t-il relevé. Par la suite, la parole a été donnée aux cadres et personnels pour exprimer leurs préoccupations.

Le Général-Major a procédé, lors de cette visite, à l'inspection de certaines unités du secteur opérationnel Sud-Est Djanet, où il s'est enquis, de près, des conditions de travail des personnels relevant de ces unités et a suivi des exposés portant sur les principales missions assignées à ces unités, implantées le long des frontières, conclut le communiqué du MDN.

ALGÉRIE-LIBYE Naissance à Alger d'un comité de solidarité avec le peuple libyen

Un Comité de solidarité avec le peuple libyen a été mis en place hier à Alger, sur initiative du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe (UMA) et l'association Mechaâl Echahid.

Le Comité qui se veut un cadre d'accompagnement de l'élan de solidarité algérien avec le peuple libyen constitue un espace pour rejeter «toute ingérence étrangère» en Libye, encourager une solution inter-libyenne de la crise dans ce pays, selon ses initiateurs.

Cette nouvelle structure traduit également le soutien et le rôle de l'Algérie dans le règlement de la crise, l'encouragement de toutes les bonnes initiatives, comme il accompagne l'élite libyenne à travers les différents événements et manifestations au plan international.

Le Comité présidé par le Moudjahid, Mohamed Taher Abdesselam, membre de l'Armée de libération nationale (ALN) sera ouvert à toutes les organisations et représentants de la société civile en Algérie, a précisé le président de l'association Mechaâl Echahid, Mohamed Abbad.

M. Abbad a également indiqué que plusieurs initiatives seront prises prochainement pour donner une visibilité au Comité de solidarité avec le peuple libyen, rappelant par la même les liens déjà existant entre de nombreuses associations et organisations algériennes avec leurs homologues libyennes.

Pour sa part, le secrétaire général du Conseil consultatif de l'Union du Maghreb arabe, Saïd Mokadem, a indiqué que «cette initiative s'impose en réalité d'elle-même au vu des circonstances difficiles que traverse le peuple libyen frère».

«Les liens entre les peuples algérien et libyen dépassent de très loin le cadre fraternel et amical pour être de parenté», a indiqué M. Mokadem, rappelant la solidarité et le soutien du peuple libyen à l'Algérie pendant la guerre de libération nationale.

«Le Comité de solidarité va s'inspirer dans son plan de travail de la position de l'Algérie, qui s'est distinguée depuis l'élection du président de la République, Abdelamadjid Tebboune». «La position de l'Algérie rejetant l'effusion du sang et ouvrant pour la réconciliation entre tous les Libyens ainsi que le refus de toute ingérence étrangère dans la crise en Libye, a porté ses fruits», a affirmé M. Mokadem.

«Le ballet diplomatique des pays étrangers dont de hauts responsables ont convergé récemment vers Alger en est la meilleure preuve», dira-t-il, ajoutant que le rôle de l'Algérie se réaffirmera, sans doute, lors de la conférence de Berlin sur la Libye prévue dimanche prochain.

De son côté, le chargé d'Affaires de l'Ambassade de la Libye en Algérie, Amehamed Abdellah Saïd El Djoulaïdi, a indiqué que la création du Comité de solidarité avec le peuple libyen confirme «la profondeur des liens communs entre les deux peuples frères algérien et libyen remontant très loin dans l'histoire».

«Elle confirme aussi la position de l'Algérie exprimée par le président de la République, dans son premier discours, dans lequel il a qualifié le soutien de l'Algérie à la Libye de constante politique», a-t-il ajouté, relevant que les actions diplomatiques algériennes ces derniers jours sont allées toutes dans ce sens.

S'exprimant pour sa part, le président de la section maghrébine des députés, Abdelamine Boudaoud, a indiqué que la mise en place d'un tel Comité consolidera la position diplomatique de l'Algérie rejetant la guerre et plaçant pour le triomphe de la solution politique pacifique à la crise.

La naissance du CSFPL, tombe, selon M. Boudaoud, à point nommé avec «la proposition d'organiser une rencontre prochainement entre les ministres des Affaires étrangères des pays de l'UMA, qui va, sans doute, donner un appui à l'activité diplomatique».

Intervenant à cette occasion, le président du Conseil national des droits de l'Homme (Cndh), Bouzid Lazhari, a indiqué que cette initiative n'est pas étrange aux positions justes de l'Algérie qui de tout temps était aux côtés des libyens.

Prenant la parole pour leur part, de nombreux représentants d'organisations et associations nationales, présents à l'occasion, ont abondé dans le même sens, mettant l'accent particulièrement sur «les rapports et les liens forts existant entre les peuples libyen et Algérien».

RÈGLEMENT DE LA CRISE EN LIBYE:

La position de l'Algérie saluée par un diplomate libyen

Le chargé d'Affaires de l'ambassade de Libye en Algérie, Amehamed Abdellah Saïd El Djoulaïdi, a salué, hier à Alger, la position et le rôle de l'Algérie dans les efforts de règlement de la crise en Libye et son rejet de toute ingérence étrangère dans les affaires internes de ce pays.

«Le soutien de l'Algérie pour le règlement de la crise en Libye de façon pacifique et son rejet de toute ingérence étrangère en Libye se sont manifestés dès le premier discours du Président de la République, Abdelamadjid Tebboune», a indiqué M.

El Djoulaïdi dans son intervention à l'occasion de la mise en place d'un Comité de solidarité avec le peuple libyen. Pour M. El Djoulaïdi «toutes les actions diplomatiques entreprises par l'Algérie ces derniers jours confirment l'engagement du Président Tebboune, qui a qualifié le soutien de l'Algérie au peuple libyen frère de constante politique».

«La position de l'Algérie rejetant les velléités de faire de la Libye un champ de guerre pour le règlement de comptes entre les forces étrangères n'est pas seulement louable en ce sens qu'elle contribue au règlement de la crise en Libye de façon diplomatique et politique, mais aussi elle rappelle aux Libyens la nécessité de s'attacher à l'unité et à la dissipation des différends inter-libyens pour la sauvegarde de l'intérêt national», a-t-il ajouté.

Dans ce sens, M. Djoulaïdi s'attend à ce que l'Algérie pèsera de son poids lors des travaux de la conférence de Berlin sur la Libye prévue dimanche, en vue de faire prévaloir la solution pacifique et le rejet de toute ingérence étrangère en Libye. «Le soutien de l'Algérie et des pays arabes lors de cette conférence est doublement louable. Car ces pays n'ont aucun intérêt en Libye mais ils expriment seulement le souci d'aboutir à une issue pacifique à la crise», a-t-il, en outre, noté.

«Notre souhait est de voir le scénario de l'ingérence des forces étrangères en Libye totalement écarté. La crise libyenne est une affaire interne et sa solution doit être trouvée par les Libyens», dira-t-il également, espérant que la Conférence de Berlin consolidera l'unité du peuple libyen.

M. El Djoulaïdi a, en outre, rappelé les liens historiques et de fraternité entre les peuples algérien et libyen, s'attardant notamment sur la période de la guerre de libération nationale durant laquelle les Libyens étaient engagés aux côtés de leurs frères algériens.

AGRICULTURE

Alger: production de 150 quintaux de miel durant la saison 2018-2019

La production de miel à Alger s'est élevée à près de 150 quintaux lors de la saison agricole (2018-2019), "en recul de la moitié par rapport à la saison précédente", a indiqué mercredi à l'APS le président de la coopérative apicole de la wilaya d'Alger, Saghour Haouas. S'exprimant à l'occasion de la 3e exposition du miel organisée en marge de la Foire des agrumes à Sidi Moussa (Sud-ouest d'Alger), M. Haouas a fait état de près de 4.000 ruches ayant produit, au titre de la saison agricole 2018-2019, près de 150 quintaux de miel dans les quatre variétés connues: le jujubier, l'eucalyptus, l'oranger et l'euphorbe. Notant "un recul de moitié" de la moyenne de production dans la wilaya par rapport à la saison précédente, M. Haouas a expliqué ce recul par les conditions météorologiques extrêmes, particulièrement la sécheresse qui a caractérisé les cinq derniers mois. La visite du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Chérif Omari à la Foire des agrumes et du miel, a été l'occasion pour les apiculteurs de soulever leurs préoccupations inhérentes notamment à la commercialisation, aux espaces d'exposition et à l'authenticité de leurs produits, a-t-on constaté. Pour sa part, le président de l'Association des apiculteurs de la wilaya d'Alger, Mohamed Bouteldja a affirmé que les apiculteurs professionnels "revendiquent la création de laboratoires agréés pour homologuer leur produit naturel", estimant que cette démarche est de nature à rassurer le consommateur quant à la qualité du produit. Répondant à cette préoccupation, le ministre a dit avoir instruit l'Institut technique des Elevages (ITELV) de coopérer avec l'Organisme algérien d'accréditation (ALGERAC), en vue d'aider les agriculteurs à homologuer leurs produits agricoles, et ce dans l'attente de permettre à d'autres laboratoires d'accéder au domaine.

M. Omari qui a mis l'accent sur la qualité du miel algérien, a appelé les producteurs à "s'organiser en coopératives et associations afin de faciliter leurs contacts avec l'administration".

Par ailleurs, un apiculteur originaire de Staoueli (Alger ouest) a plaidé pour "l'accélération de l'octroi de permis d'exploitation des espaces forestiers", faisant allusion à la direction des forêts de la wilaya d'Alger. Et d'ajouter "le retard accusé dans le traitement des dossiers des apiculteurs entraîne un retard dans l'exploitation des saisons favorables à l'apiculture", appelant le ministère de tutelle à "l'élaboration de lois régissant le mouvement des apiculteurs afin de mettre un terme au phénomène de surcharge que commence à connaître le domaine". Dans ce cadre, M. Omari a donné des instructions au directeur des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, Noureddine Baziz pour faciliter "les procédures administratives aux apiculteurs qui rencontrent des difficultés dans l'exercice de cette activité sans pour autant porter atteinte au patrimoine forestier". Commune urbaine à vocation agricole, Sidi Moussa s'étend sur une superficie de 40 km2 dont 32.000 hectares de terres fertiles comportant 2100 hectares d'agrumes (30 % de la superficie globale consacrée à la culture des agrumes à Alger).

INDUSTRIE

Mettre en place des loi pérennes pour redynamiser le montage industriel (ANCA)

Le président de l'Association nationale des commerçants et artisans algériens (ANCA), Hadj Tahar Boulouar, a appelé, mercredi à Alger, à la mise en place de lois pérennes pour redynamiser les activités du montage industriel en Algérie.

L'ANCA s'attèle, en coordination avec les opérateurs dans le domaine du montage industriel en Algérie, à la constitution d'une commission qui aura pour mission la formulation de propositions d'idées et de solutions objectives aux problèmes du secteur, à soumettre aux ministères concernés en vue de redynamiser l'activité sur des bases solides et avec une vision prospective à long terme, a fait savoir M. Hadj Tahar Boulouar lors d'une conférence de presse organisée par l'ANCA sur "le montage industriel en Algérie".

Concernant son évaluation des activités de montage industriel en Algérie (automobile, électroménager ou électroniques), M. Boulouar a estimé que les projets lancés, depuis des années, n'ont pas atteint les objectifs escomptés, notamment en ce qui concerne l'augmentation du taux d'intégration nationale et la création d'un réseau de petites et moyennes entreprises (PME) de sous-traitance pour mettre en place un

tissu national industriel cohérent. Pour le président de l'ANCA, cet échec s'explique essentiellement par l'instabilité des lois régissant ces activités, d'où l'appréhension des opérateurs à investir, les difficultés administratives et bureaucratiques, auxquelles fait face chaque investisseur aussi bien avant qu'après l'entrée en activité, le retard du secteur bancaire à s'adapter à l'évolution du domaine commercial et à la dynamique économique.

Pour remédier à la situation, l'ANCA préconise des zones industrielles spécialisées, regroupant en une seule zone les opérateurs d'une même activité afin de faciliter l'accès aux services et moyens disponibles et l'insertion dans le tissu industriel, en sus que la définition des besoins à satisfaire par l'industrie locale et ceux requérant l'importation en oeuvrant à l'acquisition de l'expertise nécessaire pour pouvoir produire ultérieurement.

A une question sur le retour à l'importation de véhicules de moins de trois ans et de téléphones portables, prévu dans la loi de finances 2020, M. Boulouar a admis que de telles mesures pouvaient avoir une incidence positive sur la baisse des prix, du fait de la concurrence des produits impor-

DOUANES ALGERIENNE

Les opérateurs pourront connaître le classement tarifaire et l'origine de leurs marchandises avant de les déclarer

Une nouvelle procédure douanière, appelée le «renseignement contraignant», permettant aux opérateurs économiques de se renseigner sur le classement tarifaire et sur l'origine de leurs marchandises, avant de les déclarer en douane, sera lancée dès le 1er mars prochain, a indiqué hier à Alger le directeur général des Douanes, Mohamed Ouaret.

Cette procédure «permet aux opérateurs économiques d'obtenir des renseignements sur le classement tarifaire de leurs produits ou sur leur origine, avant l'enregistrement de la déclaration en douane pour les opérations d'importation ou d'exportation, ce qui permet d'éviter des différends avec l'administration des douanes dans ce domaine», a expliqué M. Ouaret lors d'une journée d'information destinée à vulgariser cette nouvelle démarche.

Les décisions anticipées relatives au Renseignement tarifaire contraignant (RTC) et au Renseignement contraignant sur l'origine (RCO) permettent aux opérateurs économiques et commissionnaires en douane, de connaître préalablement l'identité des produits importés/exportés afin de préciser le traitement à accorder par la douane au produit, avant d'entamer les procédures commerciales.

Inspirée principalement d'une recommandation de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), le RTC permet à leurs titulaires de connaître le traitement de la marchandise importée ou exportée vers les autres pays (droits et taxes, documents et autorisations, régime préférentiel, contingents et autres mesures du commerce international...). Quant au RCO, recommandé également par l'OMD, il aide les opérateurs à déterminer l'origine de la marchandise selon les règles de base concernant les appréciations de l'origine, appliquées en Algérie et à l'échelle internationale. Les deux documents, qui remplacent ainsi l'ancienne procédure «D40», jugée «très lourde», seront accordés par l'administration des douanes, sur demande de tiers, préalablement à la souscription en douane, et ce, dans un délai de 90 jours à partir de la date de la notification de l'acceptation.

Les demandes sont effectuées à travers un formulaire téléchargeable à partir du site officiel de la douane algérienne, accompagné des copies du registre du commerce, du NIF et de la décision OEA, avec un échantillon de la marchandise et sa description (plans, pho-



tos, catalogues, prospectus...). Les RTC et RCO sont valides pendant une durée de six mois renouvelables une seule fois.

«L'objectif de cette procédure est de faciliter les échanges commerciaux, d'assurer l'égalité de traitement entre les opérateurs, sécuriser leurs opérations et fluidifier le dédouanement, à travers l'accompagnement des entreprises dans leur travail de classement tarifaire et de détermination de l'origine», souligne le DGD.

Elle permet aux opérateurs de «sécuriser leurs échanges ce qui permettra d'augmenter la certitude et la prévisibilité du commerce international et de leur aider à prendre des décisions commerciales judicieuses fondées sur des décisions juridiquement contraignantes», a-t-il encore noté.

La nouvelle procédure du renseignement contraignant a été introduite dans le cadre du nouveau Code des Douanes (article 50 ter).

Les modalités d'application sont fixées par le décret exécutif n°18-165 du 14 Juin 2018.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de «la poursuite des efforts fournis par l'administration des douanes pour s'adapter aux standards et normes internationaux et répondre aux exigences du

commerce international à travers l'octroi de facilitations aux opérateurs et le renforcement du partenariat Douane-entreprise», a déclaré M. Ouaret.

Interrogé par la presse, en marge de la journée d'information, sur l'importation de véhicules d'occasion de moins de trois ans, le directeur général des douanes a rappelé qu'un arrêté interministériel entre les départements du Commerce, des Finances et de l'Industrie, était en cours d'élaboration afin de fixer les conditions et modalités d'importation notamment sur les plans financiers (tarifs appliqués, charges...) et procédurales (démarches, conformité...).

«Le ministère des Finances a élaboré un projet d'arrêté soumis aux autres institutions concernées pour discussion.

Je pense qu'on ne va pas tarder à le finaliser», a-t-il indiqué.

Evouant l'entrée en vigueur de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), prévue en juillet 2020, M. Ouaret a assuré que les services douaniers concernés avaient déjà entamé les procédures nécessaires pour la réussite de ce dispositif, en profitant des expériences antérieures dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne et de la Grande zone arabe de libres échange (GZALE).

veux postes d'emplois et de contribuer à la création d'entreprises de sous-traitance dans ce domaine. Dans le domaine du montage de téléphones portables, le président de la commission nationale des commerçants de la téléphonie et de l'électronique, Tabti Mohamed Bachir, qui est également un investisseur dans ce domaine, a affirmé que "le problème que pose le retour à l'importation des téléphones portables est comment récupérer les fonds injectés par les investisseurs dans ce créneau", plaidant pour "une stratégie nationale et des lois pérennes pour développer cette industrie au niveau local". Affirmant que le produit algérien peut être concurrentiel, M. Tabti estimé que les bénéfices réalisés par les sociétés multinationales activant dans les pays asiatiques, au regard du faible coût de la main-d'œuvre, peuvent être réalisés en Algérie en bénéficiant des avantages économiques et fiscaux octroyés par l'Etat au profit des investisseurs.

L'industrie nationale peut être un fournisseur du marché africain, ce qui est à même d'attirer davantage d'opérateurs étrangers à condition de garantir la stabilité législative.

OPEP Révision à la hausse de la demande mondiale de pétrole en 2020

L'Organisation des pays exportateurs du pétrole (Opep) a revu en hausse mercredi sa prévision de la demande mondiale de pétrole brut cette année, grâce à des perspectives de croissance économique plus optimistes, tout en estimant que les pays en dehors de l'organisation allaient aussi plus produire.

L'organisation des pays exportateurs de pétrole pense désormais que la croissance de la demande atteindra 1,22 million de barils par jour (mbj) cette année par rapport à 2019, soit une révision en hausse de 0,14 mbj.

La demande mondiale de brut devrait ainsi passer de 99,77 mbj en 2019 à 100,98 en 2020, selon le rapport mensuel de l'organisation basée à Vienne.

Ce changement "réflecte essentiellement une perspective économique améliorée pour 2020", explique-t-elle.

La croissance économique mondiale devrait ainsi accélérer à 3,1% cette année (+0,1 point par rapport à la prévision précédente), après 3,0% l'an dernier.

"L'environnement de taux d'intérêt bas devrait soutenir la croissance économique", explique l'Opep.

Des soutiens additionnels pourraient provenir de certains pays disposant de larges marges de manœuvres budgétaires, qui peuvent emprunter à taux bas - et parfois à des taux négatifs - pour financer des projets d'infrastructure, ce qui devrait soutenir la demande pour le pétrole.

Du côté de l'offre, l'Opep a aussi revu en hausse de 0,18 mbj son esti-



mation de la croissance de la production non-Opep cette année pour tenir compte d'une activité plus importante que prévu dans certains pays (Norvège, Mexique, Guyane).

La croissance devrait ainsi atteindre 2,35 mbj, pour une production de 66,68 mbj. Les pays de l'Opep et leurs alliés, dont la Russie, se sont engagés à réduire leur production afin de soutenir les cours. Les partenaires se sont engagés le 6 décembre à Vienne à limiter encore plus leurs extractions. Cette collaboration "demeure

essentielle pour maintenir la stabilité du marché pétrolier", souligne l'Opep mercredi. Au mois de décembre 2019, la production totale de brut de l'Opep a chuté de 161.000 barils par jour par rapport à novembre, pour atteindre 29.444 mbj, selon des sources secondaires (indirectes) citées dans le rapport.

Le principal contributeur à cette baisse a été l'Arabie saoudite, plus gros producteur, dont la production a décliné de 111.000 barils par jour en décembre.

ALLEMAGNE La croissance 2019 devrait marquer la fin d'une décennie dorée

L'Allemagne devrait dévoiler mercredi une croissance 2019 en nette perte de vitesse, marquant la fin d'une décennie faste et relançant le débat sur l'emploi de ses marges de manœuvre budgétaires pour dynamiser l'économie. Après +2,5% en 2017 puis +1,5% en 2018, la progression du produit intérieur brut allemand devrait retomber à +0,5% en 2019, a estimé courant décembre la Banque fédérale allemande.

Cette estimation dévoilée à 09h00 GMT - susceptible d'être révisée - devrait donner aux économistes une première idée du PIB du quatrième trimestre, avant sa publication officielle le 14 février.

La première économie européenne voit "lente-ment" s'achever "la décennie dorée" entamée après la crise de 2009, victime "des guerres commerciales", résume Holger Schmieding, chef économiste de Berenberg. A elle seule, la chute de la production automobile l'an dernier, retombée au plus bas depuis 1997, a coûté 0,75 point de PIB à l'Allemagne, calcule l'institut IFO. Mais ce n'est pas tout: l'attractivité de l'Allemagne "décroit aux yeux des investisseurs" en l'absence d'une "politique économique propice à la localisation d'activités", déplore M. Schmieding.

De fait, l'Allemagne a attiré 152 projets d'implantations ou d'extensions de sites industriels en 2018, soit 11 de moins qu'en 2017, pendant que la France en accueillait 339, contre 323 en 2017, selon une récente enquête du cabinet EY. Si l'économie allemande a évité d'un cheveu la récession technique, préservant 0,1% de croissance au troisième trimestre après un recul de 0,2% du PIB au deuxième, ses perspectives restent "très sombres", selon l'assureur Allianz.

FRANCE L'inflation a ralenti en France en 2019 après trois années d'accélération

L'inflation a fortement ralenti l'an dernier en France après trois années d'accélération, notamment sous l'effet du recul des prix de l'énergie et des services, a indiqué mercredi l'Insee.

La hausse des prix à la consommation s'est établie à 1,1% en moyenne en 2019 contre 1,8% en 2018, en raison "d'un ralentissement des prix de l'énergie, des services et du tabac" et "d'un recul accentué" des prix des produits manufacturés, a souligné l'Institut national des statistiques et des études économiques (Insee) dans un communiqué.

En revanche, l'accélération des prix de l'alimentation a "modéré la baisse d'ensemble", a précisé l'Insee. Le taux d'inflation moyen, qui fait référence pour les revalorisations contractuelles, notamment salariales, est par ailleurs légèrement inférieur à celui qu'avait prévu Bercy dans son projet de loi de finances initial (1,2%).

BOURSE A Wall Street, les indices affectés par des informations sur les tarifs douaniers

Les indices de Wall Street se sont soudainement repliés mardi en cours de séance après un article de l'agence Bloomberg affirmant que l'administration américaine allait probablement laisser en place les actuels tarifs douaniers sur les biens chinois jusqu'à l'élection présidentielle. Le Dow Jones Industrial Average, qui évoluait tranquillement dans le vert depuis la première partie de séance, est brièvement retombé dans le rouge après la dépêche de Bloomberg, cédant jusqu'à 0,06%. Le Nasdaq et le S&P 500 ont aussi perdu du terrain et s'affaichaient encore en baisse vers 19h35 GMT. Selon des sources de l'agence, l'accord commercial partiel que doivent signer mercredi des représentants américains et chinois prévoit que les Etats-Unis ne vérifieront pas avant au moins dix mois que la Chine respecte ses engagements. Washington pourra alors décider de lever ou non les tarifs douaniers punitifs portant sur environ 360 milliards de dollars de produits chinois que l'administration a progressivement mis en place depuis le début de la guerre commerciale, en 2018.

BANQUE MONDIALE La croissance dans la région Mena devrait atteindre 2,4 % en 2020

La croissance dans la région du Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA) devrait s'accélérer pour atteindre 2,4 % en 2020, sous l'effet d'une hausse des investissements, favorisée par les projets d'infrastructure du secteur public, et l'amélioration du climat des affaires, selon les estimations de dernier rapport de la Banque mondiale (BM) sur les perspectives de la croissance dans le monde.

Dans les pays exportateurs de pétrole, la croissance devrait atteindre 2 %, selon le rapport.

Dans les économies du Conseil de coopération du Golfe, les investissements dans les infrastructures et les réformes du climat des affaires stimulent la croissance qui devrait atteindre 2,2 %.

L'économie iranienne devrait se stabiliser après une année de contraction, à mesure que l'impact des sanctions diminue et que la production et les exportations de pétrole se stabilisent, tandis que la croissance de l'Algérie devrait atteindre 1,9 % à mesure que l'investissement redémarre.

Les investissements associés à la reconstruction et à l'assouplissement budgétaire devraient soutenir la croissance de l'Iraq.

L'expansion des installations pétrolières et gazières devrait également soutenir l'activité de nombreux pays exportateurs de pétrole. Par



ailleurs, la croissance des économies importatrices de pétrole devrait atteindre 4,4 %.

En Egypte, elle devrait s'élever à 5,8 % au cours de l'exercice 2020, grâce à la hausse continue de la consommation privée et de l'investissement.

Les réformes politiques et la résilience du tourisme devraient stimuler la reprise de la croissance du Maroc et de la Tunisie, où elle devrait atteindre 3,5 et 2,2 %, respectivement, en 2020.

Dans les petits pays importateurs de pétrole, la fragilité du secteur bancaire et le fort endettement public entravent fortement la croissance.

Malgré l'accélération prévue de la croissance dans la région, des problèmes perdurent, notamment les forts taux de chômage chez les jeunes et les femmes et les taux de pau-

vreté élevés dans certains pays, souligne la BM.

A moyen terme, les perspectives de croissance de la région "dépendent de l'atténuation des conflits armés et de la maîtrise de leurs retombées régionales".

En 2019, la croissance dans la région MENA s'était ralentie pour atteindre 0,1%, notamment à cause de la forte décélération observée en Iran, à la suite du durcissement des sanctions américaines, des tensions géopolitiques et des revers diplomatiques, selon le même rapport.

La BM précise que l'affaiblissement de la croissance mondiale en 2019 a réduit la demande de pétrole et d'autres exportations, entravant ainsi davantage l'activité à l'échelle régionale.

"L'investissement public a soutenu l'activité de certains pays exportateurs de pétrole, dont ceux du Conseil de coopération du

Golfe (CCG).

Il a toutefois été insuffisant pour compenser la faiblesse de l'activité dans le secteur pétrolier", note le rapport.

Par contre, la croissance a été plus stable dans les pays importateurs de pétrole.

En Egypte, la plus grande économie de la sous-région, les exportations nettes et l'investissement ont continué de soutenir la croissance en 2019, en partie, grâce à une orientation plus accommodante de la politique monétaire.

A l'échelle mondiale, après avoir connu sa plus faible performance depuis la crise financière, l'économie mondiale s'appuie à enregistrer un léger rebond cette année.

Deux phénomènes pèsent sur cette reprise léthargique, faisant planer des doutes sur la trajectoire de la croissance économique, à savoir le gonflement sans précédent de la dette dans le monde et le ralentissement prolongé de la croissance de la productivité, dont la progression est indispensable à l'amélioration du niveau de vie et à l'élimination de la pauvreté, analyse la BM.

La croissance mondiale devrait ainsi s'établir à 2,5% cette année, en légère hausse par rapport aux 2,4% de 2019, à la faveur de la reprise progressive des échanges commerciaux et des investissements.

ACCIDENTS DE LA ROUTE 5 morts et 34 blessés en 24 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 34 autres ont été blessées dans 5 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bordj Bou-Argeridj où deux personnes sont décédées et 25 autres ont été blessées suite au carambolage de 19 véhicules légers et 8 camions sur l'autoroute est-ouest, commune d'Ain Satra, daïra de Ras El Oued, précise la même source. Par ailleurs, trois incendies urbains ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger et de Tiaret, ayant causé des brûlures légères et des difficultés respiratoires à deux personnes suite à l'incendie qui s'est déclaré dans une habitation à la cité Belahrache Abdelkader, commune de Takhmart, dans la daïra de Freneda.

ASPHYXIE AU GAZ CARBONIQUE 3 morts à Sétif et Tébessa en 24 heures

Trois personnes sont décédées asphyxiées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffage durant les dernières 24 heures dans les wilayas de Sétif et Tébessa, selon un bilan établi hier par les services de la Protection civile.

Dans la wilaya de Sétif, deux personnes ont péri suite à l'utilisation d'un chauffage à l'intérieur de leur habitation située à la cité Boudan Athmane, dans la commune de Tachouda.

La troisième personne est décédée suite à l'utilisation d'un appareil de cuisine à l'intérieur de son domicile à la cité 59 logements, commune de Bir El Ater (wilaya de Tébessa). Les caractéristiques du monoxyde de carbone font de lui un poison redoutablement discret, qui agit le plus souvent dans les habitations, principalement en hiver, note la Protection civile, appelant les citoyens à faire preuve de vigilance durant les périodes de la baisse des températures.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 2 morts et 127 blessés dans les zones urbaines pendant le week-end

Deux (2) personnes ont trouvé la mort et 127 autres ont été blessés dans 98 accidents de la circulation enregistrés, le week-end dernier, dans les zones urbaines, selon un bilan rendu public mardi par les services de la Sûreté nationale (SN).

Précisant que «le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents», la même source a appelé à davantage de «vigilance et de prudence lors de la conduite et au respect du Code de la route, notamment avec les mauvaises conditions météorologiques que connaissent certaines wilayas du pays». La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) rappelle le numéro vert 1548 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

ORAN Saisie de plus de 9 quintaux de viande de poulet impropre à la consommation

Les éléments de la Gendarmerie nationale à Oran ont procédé à la saisie de 9,23 quintaux de viande de poulet impropre à la consommation, a-t-on appris mardi de ce corps de sécurité. Lors d'une patrouille, des éléments de la brigade de protection de l'environnement de la Gendarmerie nationale lundi au niveau du chemin de wilaya (CW 74) reliant le village de Boudjema et la commune de Hassi Bounif dans la wilaya d'Oran ont intercepté une camionnette. La fouille du véhicule a permis de découvrir 923 kg de viande de poulet qui ont été inspectés et révélés impropres à la consommation, a-t-on indiqué. Le conducteur du véhicule ne dispose pas d'un registre de commerce lui permettant d'exercer cette activité, ni de certificat vétérinaire ou autre autorisation sanitaire du moyen de transport, a-t-on ajouté.

GHARDAÏA Saisie de 12 400 comprimés de Viagra introduits en contrebande

Pas moins de 12.400 comprimés dopants (Viagra), médicament utilisé pour le traitement de la dysfonction érectile, introduits en contrebande en Algérie ont été saisis à la gare routière de Gharđaia par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté nationale en possession d'un ressortissant subsaharien, a appris l'APS hier de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Lors d'une opération de contrôle, les éléments de la sûreté ont saisi cette quantité de comprimés de fabrication étrangère, dont la date de péremption n'est pas dépassée, selon l'expertise médicale et dont la vente est strictement interdite en dehors des pharmacies et ne figure pas dans la nomenclature des médicaments commercialisés en Algérie. Ces produits pharmaceutiques portant le nom de "Citrate de sildenafile" étaient dissimulés dans les bagages de ce ressortissant subsaharien (30 ans) et étaient destinés à la commercialisation sur le marché national, ajoute la même source en précisant que la personne arrêtée est entrée illégalement en territoire national.

Ces produits médicamenteux introduits en contrebande peuvent être dangereux pour la santé par leur composition qui n'est soumise à aucune AMM (Autorisation de mise sur le marché), à aucun contrôle de



qualité, ni à des contrôles des conditions de transport et de stockage, a expliqué un pharmacien de Gharđaia à l'APS. Présenté devant les instances judiciaires, pour «trafic et

commerce illégal de médicaments et de produits pharmaceutiques», «usurpation d'identité» et «entrée illégale sur le territoire national», le mis en cause a été écroué.

ADE - KHENCHELA Plus de 200 dossiers d'abonnés transférés à la justice en 2019

Pas moins de 207 dossiers d'abonnés de l'établissement public l'Algérienne des Eaux (ADE) ont été transférés à la justice durant l'année 2019, a-t-on appris mardi du directeur de l'unité locale de cette entreprise Farouk Hannachi. «L'ADE a traduit à la justice 127 dossiers de clients faute de paiement de factures et leur refus de répondre aux différentes mises en demeure et 80 autres dossiers à l'encontre des contrevenants dans des affaires d'agressions sur les conduites d'eau, ainsi que le vol de ce liquide précieux», a précisé à l'APS le même responsable.

Le nombre de mises en demeure adressées aux abonnés débiteurs, par les différentes agences commerciales de l'unité locale de l'ADE en plus du service contentieux et des affaires



juridiques, au cours de l'année 2019, a-t-il estimé, a dépassé 200 mises en demeure adressées principalement à des clients dits «ordinaires» (ménages).

Farouk Hannachi a ajouté que le montant des factures payées en 2019 a atteint 170 millions DA pour plus de 230 millions DA à encaisser, relevant la répercussion de la situa-

tion sur le paiement régulier des salaires des employés de l'ADE.

Le directeur de wilaya de l'unité a également fait savoir que les créances de l'ADE-Khenchela auprès des abonnés ordinaires s'élèvent à 900 millions DA, alors que celles des assemblées communales et des instances publiques ont atteint 50 millions DA.

«Une campagne de recouvrement des créances impayées a été lancée début 2020», a souligné par ailleurs la même source, ajoutant qu'une équipe regroupant plusieurs agents de cet établissement a été mobilisée pour garantir le bon déroulement de cette opération, avant de prendre les mesures juridiques nécessaires. Dans la wilaya de Khenchela, le nombre d'abonnés de l'ADE, recensé à la fin de l'année précédente, est estimé à 52.000 clients répartis sur neuf communes, a-t-on indiqué auprès de cette structure qui prévoit la couverture, en terme de gestion, au titre de l'année 2020, des 12 autres localités, actuellement prises en charge par les assemblées populaires communales (APC).

MILA L'alimentation en eau potable du lotissement Benmaâmer interrompue à titre préventif

L'approvisionnement en eau potable du lotissement Benmaâmer du centre ville de Mila est interrompu depuis vingt jours en raison de «doutes» qui planent sur la «contamination du réseau AEP» par les eaux usées, a-t-on appris mardi de la cellule de communication de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE).

«Après avoir relevé de nombreuses fuites sur le réseau d'assainissement du lotissement Benmaâmer, l'ADE-Mila a décidé de suspendre l'approvisionnement en eau potable de cette cité par crainte d'une possible contamination et ce, d'autant plus que le réseau AEP est endommagé à plusieurs endroits de cette partie-là de la ville», a indiqué à l'APS la chargée de communication

de l'ADE, Amina Benabdadaïem. Depuis l'application de cette mesure préventive, les 201 abonnés de l'ADE-Mila relevant de ce lotissement sont quotidiennement approvisionnés en eau à raison de quatre citernes par jour, en attendant que «toutes les anomalies enregistrées sur les réseaux d'assainissement et d'AEP soient corrigées», a-t-elle souligné. «Les services de la commune de Mila et l'unité locale de l'Office national d'assainissement (ONA) sont actuellement à pied d'œuvre pour rénover l'ensemble du réseau d'assainissement de ce lotissement», a-t-elle ajouté. Soulignant que l'ADE-Mila a amorcé lundi soir l'opération de nettoyage chimique du réseau AEP, Me Benabdadaïem a affirmé qu'il faudra attendre au moins 72 heures et la



parution des résultats des examens bactériologiques des échantillons prélevés pour que les habitants du lotissement Benmaâmer puissent à nouveau avoir accès à l'eau potable directement de leurs robinets.

CANADA

Plus d'un million d'enfants vivent en situation de pauvreté

Plus de 1,35 million d'enfants au Canada vivent en situation de pauvreté, selon un nouveau rapport publié, mardi, par la coalition d'ONG «Campagne 2000».

Selon les auteurs de ce document, intitulé «préparer le terrain pour un Canada sans pauvreté», ce sont les enfants autochtones, immigrants et ceux de familles monoparentales qui sont touchés de façon disproportionnée par la pauvreté.

Le taux de pauvreté infantile à l'échelle du pays a diminué extrêmement lentement au cours des 30 dernières années, en passant de 22 % à 18,6 %, déplorent les auteurs du rapport.

«Les taux de pauvreté sont exceptionnellement élevés et les inégalités de revenus sont injustifiables dans un pays riche comme le Canada», soutient la coordonnatrice nationale de Campagne 2000, Leila Sarangi, dans un communiqué.

Selon Mme Sarangi, l'utilisation de la Mesure du panier de consommation, maintenant enclenchée dans la loi, sous-estime considérablement le taux et l'étendue de la pauvreté, «donnant l'impression que nous sommes plus avancés dans notre lutte contre ce phénomène que nous ne le sommes en réalité». Après sa première année



de déploiement, l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) a évité à plus de 684000 enfants âgés de moins de 18 ans de vivre en situation de pauvreté en 2017, relève le rapport, soulignant qu'en revanche, certaines parmi les familles les plus vulnérables ne reçoivent pas l'allocation.

Le document recommande l'adoption de cibles audacieuses

afin de réduire la pauvreté de 50 % d'ici quatre ans, dans tous les groupes de la population.

«Campagne 2000» est un réseau pancanadien non partisan de plus de 120 organisations de partenaires nationaux, provinciaux et communautaires engagés à travailler ensemble pour éliminer la pauvreté des enfants et des familles au Canada.

USA

Des surveillants de prison demandent la clémence pour un condamné à mort

Plusieurs surveillants d'une prison du Tennessee ont demandé mardi au gouverneur de cet Etat du sud des Etats-Unis de gracier un condamné à mort, affirmant notamment qu'il avait sauvé la vie de plusieurs d'entre eux pendant son incarcération, selon ses avocats.

Nick Sutton, 59 ans, doit être exécuté le 20 février. Il est détenu dans une prison de Nashville depuis sa condamnation à mort pour le meurtre en janvier 1985 d'un autre prisonnier, Carl Estep.

Il purgeait une peine de prison à vie pour avoir battu à mort sa grand-mère en 1979.

Plusieurs responsables de l'administration pénitentiaire, dont trois agents, anciens comme en activité, ont toutefois soumis une demande de grâce au gouverneur Bill Lee. «Je dois la vie à Nick Sutton», affirme l'un



d'eux, Tony Eden, expliquant que le détenu avait empêché que l'ancien surveillant soit pris en otage par d'autres prisonniers et l'avait escorté vers une partie plus sûre de la prison lors d'une émeute à l'été 1985.

1994, il aurait également sauvé la vie d'une surveillante qui avait perdu conscience après une chute en alertant le personnel de la prison.

Tony Eden ajoute avoir

«vu Nick grandir et changer au fil des années, et je suis persuadé que Nick Sutton n'est pas le même homme qui a été jugé pour meurtre» il y a 34 ans.

Evoquant un «détenu modèle», l'ancien surveillant affirme que le prisonnier est un «parfait exemple de la capacité d'une personne à changer et qu'un condamné pour meurtre peut être réhabilité». Des membres du

jury ayant prononcé sa sentence en 1986 se sont associés à la demande, ainsi qu'un des juges présents lors de son procès en appel.

Le magistrat a expliqué qu'à l'époque, l'avocat de la défense n'avait pas souligné l'environnement instable dans lequel M.

Sutton avait été élevé, ainsi que ses addictions, qui auraient pu constituer des circonstances atténuantes.

La fille aînée de sa victime Carl Estep, Rosemary Hall, demande aussi que la sentence soit commuée, estimant que «la souffrance endurée par (sa) famille serait encore aggravée» par l'exécution de Nick Sutton.

Après neuf ans d'interruption, le Tennessee a renoué avec la peine capitale en 2018 et exécuté depuis cinq condamnés, dont trois sur la chaise électrique.

VIETNAM/AFFRONTEMENTS POUR LE CONTRÔLE DE TERRES

22 personnes arrêtées

Quelque 22 personnes ont été arrêtées par la police dans la capitale vietnamienne Hanoï après la mort de quatre personnes dont trois policiers et un villageois lors d'affrontements pour le contrôle de terres à Dong Tam à la périphérie de la ville, a rapporté hier, la presse locale.

La police de Hanoï a ouvert une enquête pour «meurtres» et «résistance aux responsables de l'application des lois», selon la

même source. Selon le chef d'état-major du ministère de la Sécurité publique, To An Xo, la police locale a engagé des poursuites pénales pour enquêter sur trois chefs d'accusation, dont «meurtres», «stockage et utilisation illicites d'armes» et «résistance».

Les affrontements ont éclaté jeudi lorsque les autorités ont tenté d'ériger une clôture autour des terres revendiquées par les

habitants pour les annexer à l'aéroport militaire de Mieu Mon (Nord) Les forces de l'ordre ont dû faire face aux habitants «munis de grenades, de cocktails Molotov et de couteaux», selon un communiqué du ministère de la Sécurité publique.

Les villageois contestent depuis plusieurs années la légalité de la confiscation par les militaires de terrains entourant l'aéroport de Mieu Mon (Nord).

ITALIE

Coup de filet anti-mafia pour des fraudes aux fonds européens destinés aux agriculteurs

La police italienne a annoncé hier avoir démantelé un réseau de la mafia en Sicile qui a détourné des millions d'euros de fonds européens destinés aux agriculteurs. Quatre-vingt-quatorze personnes ont été arrêtées lors d'un coup de filet en début de journée contre un groupe mafieux à Tortorici, a précisé le parquet de Messine dans un communiqué.

Parmi les personnes arrêtées figurent deux chefs de familles mafieuses, un notaire, des entrepreneurs et des responsables publics chargés de l'accès à ces fonds. Depuis 2013, la «mafia de Tortorici» qui tire son nom de celui d'une ville située dans les monts Nebrodia dans le nord-est de l'île, a détourné pour près de 10 millions d'euros de fonds européens, a rapporté la télévision publique Rai24.

Pour obtenir ces financements européens, le clan revendiquait frauduleusement la propriété de terres appartenant en réalité à la région et aux conseils locaux. L'opération tablait sur la complicité d'employés d'une agence publique chargée des subventions agricoles, qui distribue les fonds européens aux agriculteurs, ainsi que des centres chargés d'assister les paysans dans leurs demandes d'aides.

Dans son acte d'accusation, le juge Sergio Matroeni estime que l'escroquerie reposait sur «le soutien sans condition» d'employés disposant «du savoir-faire nécessaire pour faire parvenir la Mafia jusqu'au centre nerveux du système de financement public» et pour exploiter les failles d'un contrôle laxiste.

Parmi les personnes arrêtées, 48 ont été incarcérées et les autres placés en résidence surveillée, a précisé la police.

ETATS-UNIS

Un lycéen touché par balles...

Un lycéen a été touché par balles mardi lors d'une fusillade dans l'Etat américain du Texas et a été transféré à l'hôpital, alors que des médias ont rapporté qu'il aurait succombé à ses blessures.

L'incident s'est produit dans un lycée de la ville de Bellaire, situé à 14km au sud-ouest du centre-ville de Houston. La police a déclaré que personne n'a encore été placé en détention suite à la fusillade, mais qu'une opération de recherche est en cours dans le secteur pour tenter d'appréhender le suspect.

...Un avion déverse son carburant sur une école près de Los Angeles

Un avion de retour à l'aéroport international de Los Angeles mardi a largué du carburant sur la cour de récréation d'une école, occasionnant 26 blessés légers parmi les personnes présentes, selon les médias locaux.

Le vol 89 appartenant à la compagnie Delta Air Lines avait décollé de l'aéroport international de Los Angeles avec 149 passagers à bord en partance pour Shanghai, avant de faire demi-tour pour retourner à son point de départ, selon le Los Angeles Times.

Peu après son décollage, le vol 89 «a subi une avarie moteur qui a obligé l'avion à retourner à l'aéroport», a déclaré Adrian Gee, porte-parole de Delta Air Lines.

«L'avion s'est posé en toute sécurité après un déchargement de carburant d'urgence pour réduire son poids à l'atterrissage.» Pourtant, 17 enfants et 9 adultes d'une école primaire de Cudahy, située dans le sud-est du comté de Los Angeles, ont été soignés pour des blessures mineures, selon les pompiers du comté.

Personne n'a été transporté à l'hôpital et aucune évacuation n'a été enclenchée.

Le porte-parole des pompiers, Nicholas Prange, a expliqué que deux classes se trouvaient à l'extérieur lorsque le liquide s'est abattu sur elles peu avant midi. Les élèves et le personnel ont reçu pour consigne de retourner à l'intérieur. Dans un communiqué, le porte-parole de l'Administration américaine de l'aviation fédérale, Allen Kenitzer, a déclaré que le vol 89 de Delta Air Lines avait signalé une situation d'urgence après son départ de l'aéroport, avant d'y retourner pour effectuer «un atterrissage sans incident».

AÉRONAUTIQUE

Boeing enregistre une baisse de 53% de ses livraisons en 2019



Le constructeur aéronautique américain Boeing a annoncé n'avoir livré que 380 avions de ligne en 2019, contre 806 appareils en 2018 soit une baisse de 53% de ses livraisons globales.

Il s'agit de son plus bas niveau de production depuis 2008, selon les derniers chiffres publiés mardi par l'entreprise.

Ces mauvais chiffres s'expliquent en grande partie par la crise du 737 MAX, dont deux exemplaires se sont écrasés en octobre 2018 et mars 2019, faisant au total 346 morts en Indonésie et en Éthiopie. En raison de la défiance présumée du logiciel anti-décrochage MCAS installé sur ce modèle, tous les 737 MAX dans le monde sont cloués au sol depuis mars dernier, avec une date de retour en service plusieurs fois repoussée faute de feu vert de l'Autorité américaine de l'aviation civile (FAA).

Boeing a construit quelque 400 737 MAX en 2019, même s'ils n'ont pas été livrés à leurs clients et demeurent dans des hangars.

Le mois dernier, la société a décidé d'interrompre temporairement sa production, en partie parce que la FAA a indiqué que le processus de recertification s'étendrait courant 2020.

USA

Pinterest devient le 3^e réseau social des États-Unis, selon eMarketer

Pinterest, l'application qui permet de partager les photos de hobbies, est redevenu le troisième réseau social des États-Unis en 2019 devant Snapchat, et l'écart devrait encore se creuser, selon un classement établi par la société d'étude de marché eMarketer.

«Tandis que Snapchat s'adresse à une audience essentiellement jeune, Pinterest présente un attrait plus universel, ce qui lui a permis de progresser nettement dans des tranches d'âge très diverses», a souligné Nazmul Islam, un analyste de l'entreprise chargé des prévisions.

Le rebond de 2019 à 80,2 millions d'utilisateurs (les usagers qui vont sur le réseau au moins une fois par mois) n'a pas suffi face aux 82,4 millions d'utilisateurs de Pinterest.

Facebook, le réseau social fondé par Mark Zuckerberg et Instagram, l'application basée sur la photographie rachetée par Mark Zuckerberg, continuent à caracoler respectivement en première et seconde position, note eMarketer mais sans donner d'indication du nombre d'utilisateurs.

Cette année, eMarketer estime que Pinterest aura 86 millions d'abonnés aux États-Unis contre 83,4 millions à Snapchat et note que cet écart continuera à se creuser jusqu'à la fin de notre période de prévision en 2023.

Au niveau mondial, Pinterest revendique 250 millions d'abonnés.

L'action de Pinterest, qui n'est entré en Bourse qu'en avril, bondissait de plus de 9% à 20H00 GMT.

SELON UNE ÉTUDE

Record pour les investissements dans les jeunes start-up en Europe

L'investissement dans les jeunes entreprises technologiques a atteint un montant record en 2019 en Europe, dans un marché qui reste largement dominé par Londres, révèle une étude publiée hier par l'organisme de promotion de la capitale britannique.

Quelque 39 milliards de dollars ont été investis dans les start-up technologiques, dont le quart à Londres, selon des chiffres dévoilés par London & Partners et fournis par le cabinet Dealroom.

La capitale britannique, où les montants investis ont presque doublé par rapport à 2018, devance Berlin (4,5 milliards) et Paris (3,3 milliards).

L'étude estime cependant que ces villes sont désormais de taille à concurrencer New York et Pékin à l'échelle mondiale, même si la région de San Francisco reste l'écrasant champion planétaire (43,5 milliards de dollars).

Ce bond des investissements a profité surtout aux «fintech», les jeunes pousses du secteur financier, ou encore à celles présentes dans l'intelligence artificielle ou les énergies propres.

Parmi les entreprises financières britanniques ayant levé des fonds l'an dernier figurent par exemple les banques en ligne Monzo et Starling



Bank ou le spécialiste du transfert d'argent WoldRemit.

Londres reste en outre la ville européenne qui donne naissance au plus grand nombre de «licornes», soit des jeunes entreprises qui sont valorisées plus d'un milliard de dollars.

Elle en a créé 46 depuis 1990, selon l'étude.

«Londres, Paris et Berlin ont permis au secteur technologique européen de compter à l'échelle mondiale», note Laura Citron, directrice générale de London & Partners.

TÉLÉCOMMUNICATION

L'application WhatsApp ne sera plus disponible sur plusieurs modèles de smartphones

L'application WhatsApp ne sera plus disponible sur plusieurs modèles de smartphones dès le 1^{er} février, rapporte Sudinfo.

Après qu'une première vague de smartphones a été privée de WhatsApp le 1^{er} janvier, l'application ne sera plus disponible sur d'autres téléphones dès le 1^{er} février, parmi lesquels les iPhone 4s à 6 Plus, et les appareils Android dotés de la version 2.3.7 et des précédentes. L'application de messagerie instantanée cryptée WhatsApp ne fonctionne plus sur plusieurs téléphones depuis le 31 décembre 2019, comme les Windows Phone.

Et à compter du 1^{er} février, elle ne sera plus dis-



ponible sur plusieurs autres modèles de smartphones, rapporte Sudinfo.

Selon le média, à partir du 1^{er} février, les utilisateurs de plusieurs modèles d'iPhone et de smartphones

fonctionnant sous Android ne pourront plus créer de nouveaux comptes ou vérifier des comptes existants.

Les utilisateurs d'iPhone et plus précisément ceux fonctionnant avec le sys-

tème d'exploitation iOS 8 ou un système plus ancien seront affectés.

Pour les détenteurs de smartphones Android, la version 2.3.7 ou les versions antérieures seront concernées.

Le média précise également que les iPhone 4s, iPhone 5, 5c, 5s, iPhone 6 et 6 Plus seront impactés.

Enfin, Sudinfo conseille aux utilisateurs concernés de sauvegarder l'historique de leurs chats s'ils le désirent.

Pour cela, il suffit d'ouvrir le chat concerné, de cliquer sur « Group info », de faire défiler le fil de la conversation vers le bas et de cliquer sur « exporter le chat ».

ÉTATS-UNIS

Des scientifiques étudient des poussières d'étoiles vieilles de 7 milliards d'années dans une météorite

Il y a sept milliards d'années, avant l'existence du Soleil, des étoiles sont nées. Deux milliards d'années plus tard, elles sont mortes, et des poussières de ces étoiles, agrégées dans un bloc, ont fini par tomber il y a 50 ans dans un village australien.

Les scientifiques du Field Museum à Chicago possèdent depuis cinq décennies un morceau de cette grosse météorite, tombée en septembre 1969 à Murchison.

C'est l'un des cailloux cosmiques les plus étudiés au monde par les astrophysiciens et les «cosmochimistes», qui l'analysent sous tous les angles en tant que capsule historique. En 1987, ils avaient découvert dedans des micrograins d'un type inédit, sans doute présolaires, mais qu'ils n'avaient pas pu dater.

Récemment, le conservateur des météorites du musée, Philipp Heck, a utilisé avec des collègues une méthode nouvelle pour dater ces micrograins,

formés de carbure de silicium, le premier minéral qui se forme quand une étoile se refroidit.

Pour distinguer les grains anciens des jeunes, les scientifiques ont réduit en poudre un morceau de la météorite, puis ils ont dissous les fragments dans de l'acide, une opération qui a fait apparaître les grains présolaires, soit de plus de 4,6 milliards d'années. C'est comme brûler la meule de foin pour trouver l'aiguille, explique Jennika Greer, l'étudiante coautrice de l'étude, parue lundi dans la revue PNAS.

Quand une poussière est dans l'espace, elle est exposée aux rayons cosmiques, ce qui change lentement sa composition. Plus le grain a reçu de rayons cosmiques, plus les éléments qui le composent changent... ce qui permet de le dater.

Alors que seuls 20 grains de cette météorite avaient été datés par une autre méthode il y a dix ans, les chercheurs ont réussi à dater 40 micro-

grains, dont la plupart avaient entre 4,6 et 4,9 milliards d'années. Ces âges correspondent au moment où les étoiles ont commencé à se désagréger. Ce type d'étoiles ayant une durée de vie d'environ 2 à 2,5 milliards d'années, on remonte ainsi à 7 milliards d'années.

La nouvelle datation par cette équipe confirme ainsi une théorie astronomique qui prédisait un baby boom d'étoiles avant la formation de notre Soleil, au lieu d'un rythme de naissances stellaires constant. «A une certaine époque, plus d'étoiles se sont formées qu'à la normale, et à la fin de leur vie, elles ont commencé à produire des poussières», dit Philipp Heck, cité par l'agence AFP. A charge maintenant d'utiliser la même méthode sur d'autres météorites, mais selon Philipp Heck il y en a moins de cinq connues et suffisamment grosses dans des collections pour livrer de tels secrets.

APN Bientôt des assises sur l'état des lieux de la Santé en Algérie

La Commission de la Santé, des Affaires sociales, du Travail et de la Formation professionnelle à l'Assemblée populaire nationale (APN) organisera prochainement des assises sur l'état des lieux de la Santé en Algérie avec la participation de spécialistes et différents acteurs du domaine, a fait savoir mardi la présidente de cette commission, Mme Akila Rabehi.

S'exprimant en marge d'une visite organisée par la commission pour s'enquérir de la situation des établissements hospitaliers à Alger, Mme Rabehi a précisé que la commission qu'elle préside organisera, dans les jours à venir, des assises sur l'état des lieux du secteur de la santé dans le pays, avec la participation des spécialistes et de différents acteurs en la matière afin d'examiner les différents problèmes et obstacles et d'œuvrer à trouver des solutions efficaces, et ce dans le cadre de la stratégie sanitaire en Algérie.

Affirmant que cette visite de terrain a été une occasion pour s'enquérir de différents problèmes et obstacles auxquels font face le patient et les praticiens du secteur de la santé, la députée a fait savoir qu'un rapport détaillé sur les différentes insuffisances enregistrées sera présenté aux instances compétentes.

Elle a également insisté sur l'impératif de mettre en place les textes d'application de la nouvelle loi sanitaire.



Pour sa part, le directeur de la santé et de la population (DSP) de la wilaya d'Alger, Lahlali Lahlali a fait part d'instructions données à l'effet de faciliter la prise en charge de la femme enceinte et de l'enfant en particulier, soulignant que le médecin généraliste devrait être la pierre angulaire du système de la santé nationale du fait du travail important qu'il accomplit, en sus de la nécessité d'alléger la pression sur les grands établissements hospitaliers de la capitale en se

dirigeant vers les établissements publics de santé de proximité (EPSP) répartis sur les différentes communes de la capitale, qui prodiguent, à leur tour, des services de qualité.

La capitale dispose de 95 centres hospitalo-universitaires (CHU), 12 établissements hospitaliers spécialisés (EHS), 08 établissements publics hospitaliers (EPH), 10 établissements publics de santé de proximité (EPSP), 82 polycliniques, 153 salles de soins, 17 centres de santé

mentale, 16 centres de perfusion sanguine et 96 unités de dépistage et de suivi, a rappelé M. Lahlali.

S'agissant des établissements de santé en cours de réalisation à Alger, le directeur de la santé a fait état d'un hôpital de cardiologie pédiatrique à Maalma (80 lits), d'un établissement de gériatrie à Zéralda, d'un centre de maternité et de l'enfant à Baba Hassen, d'une clinique d'accouchement (60 lits) à Héraoua, en sus de 16 projets de réalisation de polycliniques, outre la relance de plusieurs projets gelés dont trois (03) hôpitaux d'une capacité de 120 lits à Ain Benian, Reghaia et Baraki.

Accompagnée du président du groupe parlementaire des indépendants, la Commission de la Santé et des Affaires sociales de l'APN s'est rendue à l'EHU Mustapha Pacha, l'établissement hospitalier spécialisé dans la lutte contre le cancer, l'EHU Lamine-Debaghine de Bab El-Oued (ex Maillot) et l'hôpital El-Hadi Flici (ex-El-Kettar).

EQUIPEMENTS

L'EHU Mustapha-Pacha se dotera prochainement de deux IRM et d'un scanner

L'Établissement hospitalo-universitaire (EHU) Mustapha Pacha se dotera prochainement de deux appareils d'imagerie par résonance magnétique (IRM) et d'un appareil scanner, a annoncé à l'APS, mardi, le directeur de l'établissement hospitalier.

En marge d'une visite de terrain organisée par la Commission de la santé et des affaires sociales de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Abdesslam Bennana a indiqué que l'EHU Mustapha Pacha se dotera prochainement de deux IRM et un scanner qui permettront d'améliorer la radiothérapie et l'accès des patients aux soins précoces.

Acquis pour un montant de l'ordre de 450 millions Da, ces trois appareils qui seront prochainement mis en service, sont jugés de haute performance permettant des diagnostics très précis, d'une utilité autant pour les soins que pour la recherche, indique la même source.

Par ailleurs, le service obstétrique et gynécologie de l'EHU Mustapha Pacha fait l'objet d'une opération de réhabilitation conformément aux critères en vigueur dans les hôpitaux mondiaux, a fait savoir le même responsable qui précise qu'un montant de 300 millions Da a été alloué à cette opération. dont les travaux devront prendre fin cette année.

En attendant la fin des travaux, poursuit la même source, un service d'obstétrique a été ouvert, à titre provisoire, au niveau d'un bloc relevant du service ophtalmologie.

Le même responsable a, d'autre part, fait état des différentes insuffisances que connaît l'EHU, devenu un espace pour les sans-abri et un parking sauvage contenant plus de 4.000 véhicules qui sont garés anarchiquement, entravant même l'entrée et la sortie des ambulances. Une situation qui

perdure, en dépit des appels lancés par M. Bennana à l'adresse des Autorités locales quant à la nécessité de créer un parking près de l'hôpital dans le but d'éradiquer ce phénomène qui cause des désagréments aussi bien pour les patients que pour les praticiens de la santé.

Outre les cas d'agression enregistrés sur les médecins, infirmiers et agents, l'EHU connaît une grande pression marquée par l'affluence, en grand nombre, de patients de différentes wilayas du pays, a rappelé M. Bennana qui explique ceci par les 48 spécialités médicales et les 13 services des urgences dont dispose la structure hospitalière qui reçoit, quotidiennement plus de 800 personnes au niveau des urgences, alors que 10% seulement souffrent de pathologies nécessitant une intervention urgente, ce qui entrave le travail du staff médical et paramédical.

Nécessité de classer «Pierre et Marie-Curie» comme Centre national du cancer

De son côté, le directeur de l'Établissement hospitalier spécialisé en cancérologie «Pierre et Marie Curie», Boumezzag Omar a appelé à la révision du statut de l'établissement hospitalier et la nécessité de le classer comme «centre national» du fait de la forte affluence de malades de différentes wilayas du pays sur ce centre, ajoutant que son budget ne lui permet pas de prendre en charge et d'acquiescer les médicaments nécessaires aux patients.

Il a fait état, à ce propos, de 180 greffes de moelle osseuse et de 1800 opérations chirurgicales du cancer du sein en 2019. Et d'ajouter que l'établissement hospitalier dispose de trois accélérateurs linéaires de particules, un nombre, a-t-il dit, qui reste insuffisant pour prendre en charge tous les cas enregistrés, soulignant, à ce titre, la



nécessité d'ouvrir d'autres centres régionaux à l'effet de lutter contre le cancer et d'atténuer la pression sur le centre «Pierre et Marie Curie».

Pour sa part, le professeur Bounider Mohcen (du même établissement) a fait savoir que plus de 12.000 cas du cancer du sein étaient enregistrés annuellement en Algérie et devraient dépasser 18.000 à l'horizon 2025, mettant l'accent sur la nécessité d'améliorer les salaires des paramédicaux en vue d'éviter leur fuite vers le secteur privé, de dispenser des formations en matière de radiologie, et d'assurer une prise en charge par la Sécurité sociale des frais des séances de radiothérapie à l'instar de ce qui se fait pour les insuffisants rénaux.

Accompagnée du président du groupe parlementaire des indépendants, la Commission de la Santé et des Affaires sociales de l'APN s'est rendue à l'EHU Mustapha Pacha, l'Établissement de santé spécialisé en cancérologie (CPMC), l'EHU Lamine-Debaghine de Bab El-Oued (ex Maillot) et l'hôpital El-Hadi Flici (ex-El-Kettar).

ORAN Des groupes de parole pour améliorer la prise en charge de la maladie du Parkinson

Des groupes de parole sont organisée par l'Unité de prise en charge de la maladie de Parkinson afin d'aider les personnes atteintes de cette pathologie à accepter leur situation et améliorer leur prise en charge, a-t-on appris de cette structure sanitaire. «Nous programmons des séances de thérapie de groupe qui sont très importantes dans l'éducation thérapeutique des malades atteints de Parkinson.

Ceux-ci doivent accepter leur maladie, une étape indispensable pour entamer le traitement», a expliqué à l'APS, le Dr Bouchtara Sofiane, maître-assistant en neurologie et responsable de l'Unité de prise en charge de cette maladie à l'EHU «1er Novembre» d'Oran.

Les groupes de parole aident le patient à accepter la maladie en écoutant d'autres témoignages et en prenant connaissance d'autres expériences. Ainsi, la maladie devient de plus en plus légère à supporter», souligne le spécialiste. «Accepter son état et connaître sa maladie demeurent le facteur essentiel pour la réussite du traitement diminuant des symptômes», a-t-il ajouté. Le Dr. Bouchtara a fait savoir que «par le biais de ces séances, des conseils sont également prodigués aux patients principalement pour la rééducation fonctionnelle, la prise médicamenteuse et la vie quotidienne en général».

Et de souligner: «nous faisons appel à des neurologues, des nutritionnistes, des kinésithérapeutes, des psychologues pour discuter de l'ensemble des aspects liés à cette maladie.» Si les traitements curatifs de la maladie de Parkinson n'existent pas encore, des traitements sont disponibles pour diminuer les symptômes, et plus particulièrement lorsqu'on associe le traitement à la rééducation ou à une activité physique, éléments-clés dans l'amélioration du quotidien des patients parkinsoniens, explique-t-on.

La maladie de Parkinson est la deuxième maladie neuro-dégénérative la plus fréquente après la maladie d'Alzheimer en Algérie. Il s'agit d'une pathologie dégénérative du cerveau qui touche, principalement, les neurones dopaminergiques présents dans la substance noire du cerveau.

La maladie est formée d'une triade, la perte ou le ralentissement des mouvements (akinésie), la rigidité (hypertonie) et le tremblement qui sont les principaux symptômes qui font du quotidien des parkinsoniens, un défi difficile à relever. Elle touche généralement les personnes âgées de plus de 50 ans. Toutefois, deux autres formes ont été observées, ces dernières années, à savoir le Parkinson à début précoce chez les sujets de 40 à 50 ans et le Parkinson juvénile, constaté chez les personnes de moins de 40 ans, a-t-on expliqué de même source.

«Les deux formes représentent environ 10% de l'ensemble des malades parkinsoniens», précise Dr Bouchtara.

En Algérie, plus de 70.000 personnes sont touchées par cette maladie d'évolution progressive, rappelle-t-on.

SAÏDA Réception du nouveau service de néphrologie en décembre

L'hôpital Ahmed-Medeghri de la ville de Saïda sera renforcé, en décembre prochain, par un nouveau service de néphrologie, a-t-on appris mardi du wali.

Cette nouvelle structure sanitaire permet d'améliorer la prise en charge des patients atteints de maladies rénales, a indiqué Louh Seif El Islam lors d'une visite pour s'enquérir de l'état d'avancement de ce projet. Une fois opérationnelle, cette nouvelle structure permettra la transplantation des reins et autres opérations chirurgicales qui seront assurées par une équipe médicale spécialisée en la matière, selon le même responsable.

Les travaux de réalisation de ce service entamés en fin 2016 ont atteint un taux d'avancement de 80%, à la faveur d'une opération inscrite à l'indicatif de la direction de la santé et de la population ayant nécessité une enveloppe de 30 millions DA allouée sur budget de la wilaya.

La gestion de ce service sera assurée par une équipe médicale formée de spécialistes en néphrologie, de deux médecins généralistes et trois agents paramédicaux, a fait savoir le directeur de la santé et de la population de la wilaya., Assi Abdelkader. Cette structure sera dotée de 32 nouvelles machines d'hémodialyse permettant de prendre en charge plus de 100 cas de malades souffrant d'insuffisance rénale de la ville de Saïda, a annoncé M. Assi. Le service de néphrologie et de dialyse de l'hôpital Ahmed-Medeghri, qui sera opérationnel en fin d'année 2020, permettra à la wilaya de Saïda de franchir un grand pas dans la prise en charge des patients souffrant d'insuffisance rénale après l'ouverture de l'unité d'hémodialyse à l'établissement public de santé de proximité de la commune de Ouled Brahim, en attendant le démarrage prochain de la réalisation d'une autre unité au niveau de la commune d'Aïn Lahjar, selon le directeur de la santé et de la population.

CANCER DE LA LANGUE

Qu'est-ce que c'est ?

Le cancer de la langue touche 15 000 personnes environ chaque année, dont 90% d'hommes. Ce cancer dont le chanteur Michel Delpech est atteint, nécessite une opération lourde et de longs mois de rééducation.

Si on connaît bien le cancer de la gorge, le cancer de la langue est un peu plus méconnu. Pourtant, il touche environ 2000 personnes chaque année en France, dont 90% d'hommes (d'une moyenne d'âge de 55 ans).

Comme pour les autres cancers oro-pharyngés (cancer de la gorge, cancer du larynx...) l'alcool mais surtout le tabac et le cannabis sont les principaux responsables des cancers de la langue. Mais une recrudescence récente de ce type de cancers a poussé les médecins américains à chercher d'autres facteurs de risque et c'est ainsi qu'ils ont découvert que le papillomavirus humain (HPV), responsable du cancer du col, était également à l'origine de cancers de la gorge et de la bouche, transmis lors de relations oro-génitales chez des su-

jets devenus sexuellement actifs très jeunes et ayant eu de multiples partenaires.

Une longue rééducation

La langue est composée de deux parties : la première est fixée à la partie inférieure de la bouche et au niveau du pharynx ; la deuxième partie est la «langue mobile» : celle que vous utilisez pour manger ou pour parler. Le cancer peut toucher l'une des deux parties ou la totalité de la langue.

Comme le chanteur Michel Delpech vient d'en témoigner, ce cancer est une véritable épreuve. Outre la radiothérapie et la chimiothérapie, soigner ce cancer nécessite une opération chirurgicale lourde : il faut enlever la tumeur puis reconstruire une langue.

Mais cette opération n'est que le début d'un long processus de guérison car le patient doit ensuite travailler de longs mois avec un kinésithérapeute et avec un orthophoniste pour réapprendre à déglutir et à parler.

Quels sont les symptômes

Le cancer de la langue est peu douloureux au début de son évolution ; c'est pourquoi il est souvent diagnostiqué tardivement. Au tout début, le patient ressent une gêne à la mastication ou pour prononcer certains mots. Le diagnostic est posé plus tard, lorsqu'apparaît une douleur au niveau de l'oreille située du côté que la tumeur ou une adénopathie (c'est-à-dire un ganglion qui s'enflamme) sous le menton ou dans le cou.



Cancer : première implantation d'un larynx artificiel

Une équipe des Hôpitaux de Strasbourg a implanté un larynx artificiel chez un homme de 65 ans atteint d'un cancer. Un espoir pour les patients atteints d'un cancer du larynx.

Les Hôpitaux universitaires de Strasbourg et la société ProTip, qui développe des dispositifs médicaux pour les patients qui souffrent d'un dysfonctionnement du larynx, viennent d'annoncer avoir réalisé il y a déjà un an, l'implantation du premier larynx artificiel chez un patient humain. Cette opération réalisée sur un homme âgé de 65 ans souffrant d'un cancer du larynx, a permis à ce dernier retrouver l'usage des voies respiratoires supérieures.

«Nous devons encore effectuer de nombreux tests cliniques avant que l'implant de ce larynx artificiel ne devienne une procédure de routine», déclare le Pr Debyr, du service ORL des Hôpitaux universitaires de Strasbourg, qui a réalisé cette opération avec succès après plus de 20 ans de travaux de recherche entamés dans le cadre de sa thèse de doctorat alors qu'il était encore étudiant.

Larynx artificiel : comment ça marche
Au cours d'une première opération, l'équipe de chirurgiens a procédé à l'ablation du larynx du patient atteint de



cancer et a implanté le premier composant du larynx artificiel : une bague en titane permettant de rétablir le lien entre la base de la langue et la trachée. «Du fait du type de matériau dont il est

composé, la bague est capable de s'intégrer avec les tissus environnants et, par conséquent, de devenir partie intégrante de la gorge», a expliqué le Pr Debyr.

Quelques semaines plus tard, les chirurgiens ont procédé à la seconde intervention et posé le larynx artificiel : un dispositif amovible composé de valves qui reproduit les fonctions naturelles du larynx et permet ainsi de respirer par voie haute.

« Cette première chirurgicale ouvre la voie vers une procédure qui constitue une nouvelle source d'espoir pour les patients atteints d'un cancer du larynx. A terme, les patients pourront ainsi retrouver leur capacité à respirer mais aussi à parler et manger normalement » a insisté le Pr Debyr de la société qui a créé ce dispositif médical.

Cancer du larynx : un espoir pour les patients

Pendant plus de 20 ans, le Pr Debyr a travaillé à la mise au point de ce larynx artificiel afin d'améliorer la qualité de vie de ses patients. En effet, les patients opérés du larynx éprouvent souvent des difficultés à retrouver une vie normale, en raison notamment de la trachéostomie (l'ouverture des voies respiratoires au niveau de la gorge). Ils doivent alors suivre de longues semaines d'orthophonie pour apprendre à respirer et à parler avec l'œsophage. Le larynx artificiel apporte donc un véritable espoir pour ces patients qui pourront à nouveau respirer par le nez et le larynx.

Cancer de la gorge : Le café peut vous protéger

On ne cesse de trouver de nouvelles protectrices au café ! On savait qu'il protégeait les femmes de l'AVC et du cancer de la peau. Une nouvelle étude montre que le café non décaféiné a un effet protecteur pour notre gorge.

Il y a quelques semaines, une première étude américaine avait laissé entrevoir un lien entre la consommation régulière de café (au moins 3 tasses par jour) et un moindre risque de cancer de la peau. Une nouvelle étude qui vient d'être publiée dans l'« American Journal of Epidemiology », montre cette fois que la consommation de café caféiné réduit le risque de mortalité par cancer oropharyngé.

Cancer oro-pharyngé : c'est quoi ?

Les cancers oro-pharyngés sont des cancers qui peuvent toucher la gorge, l'amygdale, le voile du palais ou l'arrière de la langue. Ce sont des tumeurs qui sont directement liées à la consommation de tabac et d'alcool (98% des personnes atteinte de ce type de cancer sont de gros fumeurs) et qui sont en nette progression.

Réalisée dans le cadre de l'étude Cancer Prevention Study II, cette nouvelle étude a consisté à vérifier les liens entre les différents cancers de la gorge et la protection apportée par la consommation de café caféiné, de café décaféiné ou de thé.

Anti cancer : consommer au moins 4 tasses de café par jour

Cette étude a démarré en 1982 et a permis de suivre pendant 26 ans plus de 950 000 personnes (hommes et femmes) qui n'avaient pas de cancer au début de l'étude. Au fil des années, les chercheurs ont enregistré 868 décès par cancer oropharyngé. Et ils ont également constaté que le fait de boire chaque jour au moins 4 tasses de café caféiné réduisait de 49% le risque de décès par cancer oropharyngé par rapport à ceux qui consommaient peu ou pas de café.

Rappelons aussi que le café a également des effets contre les pertes de mémoire.

8 gestes antistress à faire au bureau

Parce que ce n'est pas toujours apaisant que d'être bloquée entre sa chaise et son ordinateur, voici quelques gestes qui vont vous détendre en un rien de temps.



Travaillez plus léger !

Le stress est partout, tout le temps. En voiture, dans les transports, le matin, le soir, au supermarché, dans vos rêves, dans la préparation d'un rendez-vous, sur le trottoir d'en face, dans sa boîte mail, dans un portable qui sonne. Et au bureau. Bah oui, comme si le bureau pouvait y échapper. Du coup, Topsyante.com arrive à votre rescousse et vous propose 8 gestes ultra simples à pratiquer chaque jour sur votre lieu de travail pour échapper aux angoisses que ce dernier peut générer. Histoire de ne plus être sous pression pour un mail, un coup de téléphone, une urgence à gérer. Etre zen, c'est un état d'esprit. Si vous décidez de faire les choses calmement, sans être trop speed et trop sujette au stress, vous verrez qu'en un éclair, vos journées s'agrémenteront de zénitude et bien-être.

Alors suivez nos conseils et prenez la bonne résolution d'être tranquille au travail. Que ce soit des petits exercices physiques (la respiration, la détente des muscles...) ou bien de bons réflexes à avoir pour se détendre au travail, soyez attentive à toutes nos idées. Dès demain, prenez les choses en mains. Ne subissez pas du stress inutile. Au cours de frustrations quotidiennes, il naît et cherche à vous piéner. Soyez plus forte que lui. Et voilà que Topsyante.com vous livre quelques armes... Après ça, vous voilà doter de plein de petits secrets afin de trouver le parfait équilibre. Prenez soin de vous et partez à la recherche des pensées positives. N'oubliez pas de vivre au présent.

Respirez des huiles essentielles roll-on

Très pratique, voilà que ces roll-on se glissent facilement dans une poche. Un coup de stress ? Vous attrapez le roll-on antistress et vous vous déposez un peu d'huile essentielle au

creux de votre poignet. A respirer dès qu'un coup d'angoisse survient. Vous pouvez également en mettre sur les tempes.

Buvez un thé zen

Un petit réflexe «pause» à avoir : se faire du thé. Parce que le thé est plein de vertus et qu'en plus, s'il possède celle d'apaiser, pourquoi se priver ?

Faites travailler votre main gauche

La main droite est la main du stress... Petit réflexe pour grande droitière : faite travailler votre main non motrice. Fumez (ou pas...) de la main gauche, composez vos numéros de téléphone ainsi... Vous lui redonnez un rôle gestuel intelligent (comme c'est gentil de penser à elle). La multiplication des actions «main gauche» diminue progressivement le taux de stress que l'on impose au cerveau gauche et à la main droite motrice.

Pratiquez le clic magique

Fermez votre boîte mail Outlook (ou autre) et ouvrez-la seulement toutes les X heures. Parce qu'être sans cesse alertée d'un nouveau mail fait bondir. Vous n'arrivez plus à vous concentrer sur une tâche parce qu'on fait appel à vous (quand il ne faut pas). Il vaut donc mieux couper quelques temps afin de réaliser efficacement ce que vous êtes en train de faire. Puis, quand vous le décidez : «Sésame ouvre-toi», hop, la boîte mail s'ouvre. Et n'oubliez pas de la refermer («Sésame ferme-toi»). On vous avait bien dit que c'était magique.

Respirez, tout simplement

On ne le dit jamais assez, il faut prendre le temps de respirer et de faire ça bien.

Bien droite sur votre chaise, inspirez en gonflant votre ventre. Maintenez 5 secondes et concentrez-vous sur l'air qui circule dans votre corps. Puis relâchez en expirant par le nez. A reproduire 3 fois pour un état de zénitude absolue.

Comptez vos muscles

Oui, vous avez bien lu. Aujourd'hui, on compte ses muscles ! Le corps encaisse le stress, les muscles sont souvent contractés sans qu'on ne s'en rende bien compte. Alors désormais, c'est facile : passez en revue toutes les parties de votre corps de la tête aux pieds... : tête, mâchoires, nuque, épaules, bras, mains... Continuez...

A chaque partie, stoppez-vous et détendez la partie concernée (assouplissez la tête, faites bouger votre nuque, remuez vos mains...). Et voilà que le stress est totalement chassé. OK, vous pouvez vous cacher un peu si vous ne voulez pas gigoter au milieu de l'open space...

Bâillez en grand

Bâiller éloigne le stress, la fatigue... Et permet de se régénérer. Tel un chat, n'hésitez pas à vous étirer. Pour provoquer le bâillement, inspirez profondément.

Et au moment d'expirer, écartez grand les mâchoires. Voilà c'est fait. Et tout le bureau avec vous, non ?

Surfez sur des sites 100% détentés

Faites-vous un dossier de raccourcis dans votre navigateur avec des sites détentes (mais gardez-le pour vous)...

Vos blogs préférés (drôles, si possible), des sites concernant vos passions (l'art contemporain, le cinéma...).

TUNISIE :

Appels à l'unité et à privilégier l'intérêt national

L'Union générale tunisienne du travail (UGTT), des partis politiques et la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH), ont appelé à l'unité et à privilégier l'intérêt national, face à une situation socio-économique difficile, ont rapporté des médias locaux.

A l'occasion de la célébration, mardi, du 9e anniversaire de la révolution du 14 janvier 2011, les appels insistants ont été lancés pour la « désignation rapide » d'une personnalité compétente en vue d'accélérer la formation du nouveau gouvernement.

Les intervenants ont également mis en exergue l'importance de dépasser les différends, notamment entre les vainqueurs des dernières élections législatives, en évitant « des polémiques et les débats stériles ». S'adressant aux travailleurs et syndicalistes tunisiens, le secrétaire général de l'UGTT, Noureddine Taboubi, a indiqué qu'« une personnalité compétente, ouverte à tous et faisant l'objet d'unanimité », se charge d'accélérer la formation d'un gouvernement de « sauvetage ». Pour M. Taboubi, le gouvernement attendu est appelé « à définir les priorités urgentes », et à traiter les problèmes des régions, des jeunes et des différentes catégories sociales, se disant en dépit d'une réalité « lugubre », « pleinement confiant » en la capacité du peuple à gagner le pari de la transition démocratique et à pousser à la réalisation des objectifs de la révolution.

La composante du nouveau gouvernement proposé de Habib Jemli n'a pu avoir la confiance des députés (134 voix contre, 72 pour et trois abstentions). De son côté, le président Kais Saïed avait exhorté les partis, coalitions et groupes parlementaires, à émettre leurs propositions écrites dans un délai ne dépassant pas le 16 janvier, sur « la personnalité ou les personnalités jugé(s) apte(s) à former le gouvernement », comme le stipule l'article 89 de la Constitution tunisienne.

L'article 89 stipule que « si la confiance de l'Assemblée des représentants du peuple n'est pas accordée, le président de la République engage des consultations dans un délai de dix jours avec les partis politiques, les coalitions et les groupes parlementaires, en vue de charger la personnalité jugée la plus apte à former un gouvernement dans un délai maximum d'un mois ». Samedi dernier, le mouvement Ennahdha, vainqueur des législatives sans s'assurer la majorité, a « accepté avec un esprit démocratique » la décision de rejet du gouvernement Jemli, appelant à la formation d'un nouveau « exécutif d'union nationale » consensuel à vocation sociale dans le processus de la révolution.

Des partis politiques appellent à la mobilisation et l'unité

La célébration de l'anniversaire de la révolution de 2011 a été également une occasion pour rappeler la mobilisation en vue de parachever les objectifs de sur le plan social, tout en mettant en garde contre les menaces qui pèsent sur le pays face aux derniers développements sur la scène nationale. Les formations politiques du Parti des travailleurs, du Courant populaire, du mouvement Echaab et du Courant démocrate en Tunisie ont observé un organisé un mouvement de protestation à Gafsa, avec la participation de la LTDH pour dénoncer la dégradation de la situation économique et sociale du pays, neuf ans après le déclenchement de la révolution. Dans ce contexte, le parti Tahya Tounes, a indiqué que l'« intérêt du pays, la lutte contre le terrorisme, la corruption et lancement des grandes réformes, ne peuvent être réalisés qu'à la faveur d'une unité nationale solide entre les différents courants politiques, qui doivent « privilégier l'intérêt supérieur du pays, bannir les différends et à s'accorder sur un programme permettant de surmonter les difficultés économiques et sociales ».

Cependant, le Parti des travailleurs, qui a mis en garde contre les menaces qui pèsent sur le pays, a évalué « négatifs », les résultats obtenus durant les neuf années, à l'exception des acquis en matière des libertés fondamentales, qui « sont d'ores et déjà définis ». Le parti a, à la même occasion, exhorté les Tunisiens à continuer à « militer pour exiger la concrétisation des objectifs de la révolution en termes de travail, de liberté et de dignité nationale, des objectifs... ». De son côté, le parti Courant populaire a estimé que la situation dans le pays, a atteint un stade alarmant faisant du projet de la révolution « une simple façade vide de tout sens social », appelant à poursuivre la lutte pour exiger des changements sociaux profonds. Pour le parti des patriotes démocrates unifié (Ppdu), « le peuple tunisien, souffre des politiques d'inégalités sociales et de corruption et continue sa lutte avec les forces contre-révolutionnaires au pouvoir depuis 2011, qui n'ont fait que reproduire l'ancien système et protéger les intérêts minoritaires des familles influentes dans l'Etat s'appuyant sur des axes étrangers ». Pour sa part, Qalb Tounes qui dispose de 38 députés au Parlement, veut un gouvernement de « salut national » qui répond aux attentes des Tunisiens sans exclusion et qui privilégie l'intérêt national.

UA :

Chergui appelle à de «meilleurs solutions aux situations de conflit» en Afrique

Le Commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'UA, Smail Chergui, a réaffirmé, mardi à Libreville, la nécessité de conjuguer les efforts en vue de trouver de «meilleurs solutions possibles aux situations de conflits» en Afrique.

M. Chergui a lancé cet appel lors de son intervention aux travaux du 7ème séminaire de haut niveau du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'UA, qui ont pris fin mardi dans la capitale gabonaise. «Notre séminaire vient à propos, nous inviter à la recherche de meilleures solutions possibles, aux situations de conflits notamment au Soudan du Sud, en Libye, en République Centrafricaine et dans la région du Sahel», a souligné M. Chergui dans son allocution.

«Pour que l'Afrique soit respectée, il faut réparer une injustice historique contre ce continent. Ceci d'autant plus qu'il y a une demande accrue du continent pour la révision du Conseil de sécurité et de sa composition», a-t-il insisté. Conçue comme une plateforme de concertation et d'harmonisation, la retraite du Conseil de paix et de sécurité vise à faire le point sur la situation sécuritaire du continent, et à déterminer les lignes directrices qui devront guider les positions africaines aux Nations Unies.

Lors des travaux du séminaire sous le thème «Faire taire les armes en Afrique... créer un

environnement favorable pour les enfants affectés par les conflits armés», M. Chergui a félicité le Gabon pour son hospitalité, rappelant l'objectif de cette rencontre réunissant les pays membres de l'UA. De son côté, le Premier ministre gabonais, Julien Nkoghe Bekalé, qui a présidé les travaux de cette rencontre, a interpellé l'assistance sur l'importance de la question de ce séminaire.

Le ministre burundais des relations extérieures et de la coopération, Président du CPS pour le mois de janvier, Ezéchiel Nibigira a pour sa part interpellé l'assistance en vue de protéger les générations à venir. «Nous devons faire taire les armes pour offrir un cadre d'épanouissement aux générations futures», a-t-il lancé.

Selon les chiffres révélés par le CPS de l'UA, 1/5 des enfants présents en zone des conflits sont africains, soit 152 millions d'enfants. S'exprimant à son tour sur le thème de cette réunion, le ministre des Affaires étrangères gabonais des Affaires étrangères, Alain Claude Bilié-By-Nzé, a relevé «l'importance de celui-ci, qui cadre avec la vi-



sion de l'agenda 2063, à savoir la construction d'une Afrique intégrée, prospère et pacifique, représentant une force dynamique sur la scène mondiale». «Les acteurs majeurs de cette Afrique de demain vers lesquels se portent nos ambitions sont précisément les enfants, et qui actuellement sont parfois en prise à des conflits armés et livrés aux pires défis», a-t-il souligné. Il a réaffirmé la contribution de son pays dans «des réponses aux défis que l'Afrique doit relever en termes de mesures plus adaptées aux enjeux de l'heure, dans le strict respect des attentes des populations».

Les échanges de ce séminaire (CPS) de l'Union africaine (UA) ont porté principalement sur la résolution des conflits armés sur le continent, avec un intérêt porté sur la situation des enfants en Afrique durant les conflits armés. La réunion a été l'occasion pour les participants de discuter et d'échanger sur les situations de paix et de sécurité sur le continent. De membres du gouvernement, les diplomates ainsi que les représentants des organismes des Nations unies (ONU) et de l'Union africaine (UA) ont pris part aux travaux de ce séminaire.

RÈGLEMENT DE LA CRISE LIBYENNE :

Salamé espère un «consensus international» à Berlin

L'émissaire de l'ONU pour la Libye, Ghasan Salamé, a indiqué hier avoir noté «avec satisfaction» que l'appel au cessez-le-feu en Libye a été entendu par les parties, espérant un «minimum de consensus international» à la conférence de Berlin sur la Libye. «...Je note, avec beaucoup de satisfaction que l'appel au cessez-le-feu de la semaine dernière a été entendu par les parties (libyennes), et que le cessez-le-feu, en dépit des violations inévitables ici et là, a tenu. Et il a tenu, aussi, après la réunion de Moscou, hier», a souligné M. Salamé dans une interview à RFI publiée mercredi. «J'espère qu'en ce début d'année 2020 on est rentré dans une nouvelle logique où la Conférence de Berlin devrait pouvoir assurer le minimum de consensus international sur la voie à suivre», notamment en ce qui concerne l'avancée vers la paix dans ce pays en Libye. L'émissaire onusien a par contre déploré la violation de l'embargo sur les armes vers la Libye: «... le Conseil de sécurité a adopté un embargo sur les



armes vers la Libye et qu'il y a plus d'une douzaine d'Etats qui ont violé cet embargo, au moins pour l'année 2019...» Le gouvernement allemand a annoncé la tenue dimanche prochain d'une Conférence internationale sur la Libye sous l'égide de l'ONU

pour soutenir «les efforts de réconciliation à l'intérieur de la Libye», pays en proie à une crise depuis 2011. Plusieurs pays prendront part à cette Conférence aux côtés de l'ONU, l'Algérie, la Russie, la Turquie, les Etats Unis, la Chine, l'Italie et la France.

L'UE dénonce les ingérences de la Russie et de la Turquie

Le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell a dénoncé mardi «l'engagement militaire» de la Russie et de la Turquie dans le conflit en Libye. «Les choses nous échappent en Libye», a-t-il déploré lors d'un débat très tardif au Parlement européen à Strasbourg. «Nous disons qu'il n'y a pas de solution militaire au conflit. Mais ce slogan, nous l'avons dit pour la guerre syrienne. Et à quoi avons-nous assisté en Syrie? A une solution militaire. La même situation

risque de se reproduire en Libye», a-t-il averti. «La Turquie et la Russie ont changé l'équilibre dans la partie orientale de la Méditerranée», a-t-il insisté, ajoutant: «Nous ne pouvons pas accepter que la même situation se reproduise en Libye». Le chef de la diplomatie européenne espère qu'une solution pourra être trouvée lors de la conférence internationale prévue dimanche à Berlin. «Peut-être aurons-nous de bonnes nouvelles, mais peut-être pas», a-t-il conclu.

CENTRAFRIQUE:

Le gouvernement dénonce les violations de l'accord de paix par un groupe armé

Le gouvernement centrafricain a vivement condamné mardi les récentes violations de l'accord de paix de février 2019 par le groupe armé l'Union pour la Centrafrique (UPC). Le gouvernement centrafricain «a fait connaître aux partenaires internationaux qu'il n'est plus acceptable de laisser l'UPC narguer l'accord de paix», et qu'«il est temps de ne plus se contenter

des pressions politiques sur ce groupe armé», a déclaré un membre du cabinet du ministre centrafricain de la Communication et des Médias, Kevin-Dimitri Yalanga, dans un communiqué du gouvernement. «L'UPC mettait en œuvre les dispositions de l'accord de paix avec mauvaise foi, et il est temps de mettre en application toutes les mesures de rétorsions prévues

par ledit accord», a-t-il ajouté. Le 4 janvier, le meurtre d'un élément des Forces armées centrafricaines (FACA) par des éléments de l'UPC dans la ville centrafricaine d'Alinda (centre-est) a tourné en affrontement, engendrant des morts et des blessés dans les deux camps. Deux sites de déplacés internes ont également été incendiés par les éléments de l'UPC.

ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE: Les Européens déclenchent une procédure contre Téhéran, Moscou dénonce

Le président iranien Hassan Rohani a assuré hier que tous les responsables de la catastrophe aérienne du Boeing ukrainien, abattu «par erreur» le 8 janvier près de Téhéran, causant la mort des 176 passagers à bord, seront poursuivis en justice.

Les Européens ont déclenché le mécanisme de résolution des différends (MRD) stipulé dans l'accord sur le nucléaire de 2015 pour contraindre l'Iran à revenir au respect de ses engagements dans l'accord de Vienne, une action dénoncée et jugée inutile par Moscou.

Les trois pays européens, co-signataires de l'accord sur le nucléaire avec l'Iran (France, Grande-Bretagne et Allemagne), ont déclenché mardi le mécanisme de règlement des différends prévu dans l'accord nucléaire de 2015 «afin de contraindre Téhéran à revenir au respect de ses engagements», ont annoncé leurs chefs de la diplomatie dans un communiqué commun.

Le déclenchement du mécanisme de règlement des différends (MRD), pourrait mener à terme au rétablissement de sanctions de l'ONU. Les Européens ne veulent toutefois pas «précipiter le passage» à des sanctions mais faire «pression» sur l'Iran pour sauver l'accord de 2015 qui encadre son programme nucléaire.

«Nous agissons en toute bonne foi avec l'objectif primordial de préserver l'accord et dans l'espoir sincère de trouver une solution pour sortir de l'impasse par le biais d'un dialogue diplomatique constructif, tout en restant dans son cadre», ont souligné les chefs de la diplomatie des trois pays, Jean-Yves Le Drian, Heiko Maas, et Dominic Raab. Le communiqué souligne que malgré cette décision, les pays «ne rejoignent pas la campagne visant à exercer une pression maximale contre l'Iran» et cherchent «la préservation de l'accord nucléaire de Vienne qui est aujourd'hui plus importante que



jamais», a abondé le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, jugeant «impossible» de le remplacer. Le 5 janvier, Téhéran a annoncé la «cinquième et dernière phase» de son plan de réduction de ses engagements nucléaires en réponse à la sortie des Etats-Unis de l'accord en 2018 et au rétablissement de lourdes sanctions américaines qui étranglent l'économie iranienne.

Cette annonce a été faite deux jours après l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani à Bagdad, par un tir de drone américain, événement qui a entraîné une nouvelle montée des tensions entre Téhéran et Washington. Cependant, les Européens ont réitéré leur attachement au texte, rejetant l'appel du président américain Donald Trump à en sortir. La Russie et la Chine sont aussi parties à l'accord. «Nous demeurons convaincus que cet accord historique et sa contribution en matière de non-prolifération servent nos intérêts de sécurité communs et renforcent l'ordre international fondé sur des règles», insistent Paris, Londres et Berlin.

«Nos trois pays ne rejoignent pas la campagne visant à exercer une pression maximale contre l'Iran», ont toutefois souligné les trois ministres, en allusion à la politique de sanctions des Etats-Unis. Le Premier ministre britannique, Boris Johnson, s'est dit prêt à «remplacer» l'accord de 2015 par celui réclamé par Donald Trump. Mais les Britanniques restent «extrêmement attachés» à cet accord, assurent deux sources diplomatiques européennes, qui relativisent les propos du Premier ministre. Dominic Raab a d'ailleurs démenté tout revirement dans la position britannique.

Téhéran met en garde contre les conséquences, Moscou dénonce

Réaction pour autant courroucée des Iraniens: «Si les Européens... cherchent à abuser de ce processus et poursuivent dans la voie de la soumission aux Etats-Unis, ils doivent également être prêts à en accepter les conséquences, qui leur ont déjà été notifiées», a assuré la diplomatie iranienne dans un communiqué. Téhéran a, de ce

fait, rappelé son engagement à «maintenir cet important accord» et soutient toutes les initiatives constructives», indiquant une fois de plus à tout le monde, en particulier aux trois Etats européens, «qu'elle répondra avec sérieux et fermeté à toute déloyauté, mauvaise volonté ou action non constructive». La Russie a, quant à elle, dénoncé des «actions irréfléchies» qui pourraient conduire à «une nouvelle escalade autour de l'accord» et empêcher la réalisation de l'accord dans le cadre des conditions initialement prévues.

Moscou a exprimé sa «déception extrême» et sa «grande préoccupation» par cette décision de saisir le mécanisme de mise en place dans le cadre du mécanisme. «Nous ne voyons aucune raison pour une telle démarche. Nous n'excluons pas la possibilité que les actions irréfléchies de la troïka européenne puisse conduire à une nouvelle escalade autour de l'accord et rendre impossible le retour vers l'accord dans ses conditions initiales, ce que la troïka cherche prétendument», a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères. Il a rappelé que le mécanisme a été créé «à des fins complètement différentes», estimant que la décision de l'Iran était une réaction aux actions des Etats-Unis et que le programme nucléaire iranien reste toujours sous contrôle complet et profond de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). La diplomatie russe a exhorté la troïka européenne «à ne pas aggraver la situation et à abandonner les mesures qui remettent en question les perspectives de l'accord sur le nucléaire iranien».

LIBAN : Poursuite des manifestations sur fond de crise politique, économique et sociale

Les manifestations au Liban se poursuivaient hier à travers le pays sur fond de crise socio-économique et de tension politique alors que la formation d'un nouveau gouvernement peine à prendre forme, au 90e jour d'un mouvement de contestation sans précédent. Sous le slogan «la semaine de la colère», les manifestants qui réclament depuis le 17 octobre le départ de la classe dirigeante accusée de corruption et d'incompétence, ont coupé des axes routiers et à l'aide de bennes d'ordures et de pneus brûlés, selon des chaînes de télévision locales.

Mardi soir, des policiers munis de matraques et de boucliers ont tiré des gaz lacrymogènes et chargé les centaines de manifestants rassemblés devant la Banque centrale, les contraignant à reculer après que certains ont tenté d'entrer sur l'esplanade bouclée devant le bâtiment.

Les contestataires ont cassé des pavés pour les lancer sur les forces de l'ordre, certains manifestants distribuant des oignons pour se protéger des gaz, selon la même source.

Selon un message des Forces de sécurité intérieure (FSI) publié sur Twitter, des émetteurs tentant d'entrer au siège de la BDL ont agressé des agents des FSI, lancé des pierres et des engins pyrotechniques et détruit des biens publics dans la rue Hamra, blessant plusieurs brigadiers anti-émeute, dont un officier.

«La semaine de la colère», qui s'est ouverte mardi, visant à lancer un ultimatum de 48 heures à la classe dirigeante pour former un gouvernement «crédible», a débuté en force dès l'aube avec plusieurs blocages de routes, dans un contexte de crise politique et économique aiguë. Le pays peine à former un nouveau gouvernement depuis la démission fin octobre, sous la pression de la rue, de l'ancien Premier ministre Saad Hariri, tandis que le Parlement n'a tenu aucune session depuis le début de la contestation.

Pour le président libanais Michel Aoun, le Liban est en train de vivre «la pire crise économique, financière et sociale» de son histoire, qui a conduit les Libanais «à descendre dans la rue pour exiger des solutions légitimes face aux difficultés de la vie et demander la fin de la corruption».

«Les crises économiques dans le monde ont eu un impact négatif sur notre économie. Les guerres dans des pays voisins ont fermé des axes vitaux pour les produits d'exportation libanais, ce qui a eu un impact sur nos secteurs commerciaux, industriels et agricoles, sans oublier le flot d'un grand nombre de réfugiés syriens», a-t-il dit.

L'ONU appelle à une «solution politique rapide»

Le porte-parole du Secrétaire général des Nations unies, Stéphane Dujarric, a appelé hier les dirigeants politiques au Liban à trouver une «solution politique rapide» à la crise qui sévit dans le pays depuis plusieurs mois.

«Les dirigeants politiques du Liban doivent partir. Allez-y et trouvez rapidement une solution politique et écoutez la voix du peuple», a-t-il indiqué, ajoutant que «la communauté internationale joue également un rôle par rapport au Liban, à travers un groupe de soutien international et organisations financières internationales pour tout faire en soutien au Liban et son peuple».

Il a noté que «l'ONU est au courant des récents événements survenus au Liban qui affectent le système bancaire et retardé le paiement d'une partie du montant de cotisation à l'ONU, engendrant la suspension par l'Organisation internationale du droit de vote du Liban à l'Assemblée générale. Le ministère des Affaires étrangères libanais avait affirmé samedi «regretter» la décision, promettant de résoudre le problème «le plus rapidement possible».

La situation économique et financière, déjà largement précaire avant le début du mouvement de protestation, n'a eu de cesse de se dégrader ces dernières semaines, sur fond de restrictions draconiennes sur les retraits bancaires et d'une dévaluation d'environ 40% de la monnaie nationale sur le marché parallèle ayant provoqué un bond des prix. Ces dernières semaines, les banques ont imposé des plafonds aux retraits. La Banque mondiale a averti en novembre que la moitié de la population pourrait sombrer dans la pauvreté. Le pays croule sous une dette avoisinant les 90 milliards de dollars, soit plus de 150% du PIB.

Le Liban est sans gouvernement depuis la démission fin octobre du Premier ministre Saad Hariri, tandis qu'un nouveau cabinet peine à voir le jour depuis la désignation le 19 décembre du nouveau Premier ministre Hassan Diab.

BOEING ABATTU EN IRAN: Deux missiles ont touché l'appareil (média)

L'avion civil ukrainien abattu en Iran le 8 janvier a été atteint par deux missiles tirés depuis une base militaire près de Téhéran, selon de nouvelles images vidéos publiées mardi par le New York Times.

Ces images, tirées d'une caméra de vidéo-surveillance et filmées par un téléphone portable, montrent la trajectoire d'un objet brillant dans la nuit, puis une explosion dans le ciel après près de 20 secondes. Un second objet lumineux est lancé dix secondes plus tard du même endroit, dans la même direction, et explose dix secondes après. Une minute plus tard, une boule de feu apparaît brièvement en haut de l'écran. Le

New York Times encadre dans sa vidéo ce qu'il présente comme les deux missiles et comme le Boeing de la compagnie ukrainienne International Airlines, qui s'est écrasé peu après son décollage, faisant 176 morts.

Ces images sont «vérifiées», souligne le quotidien américain. Elles expliquent «pourquoi le transpondeur de l'appareil a cessé de fonctionner quelques secondes avant d'avoir été atteint par un second missile», et que l'appareil a réussi à changer de trajectoire pour revenir vers l'aéroport avant de s'écraser. Elles ont été prises selon le journal par une caméra installée sur le toit



d'un immeuble près du village de Bid Kaneh, à 6 km d'une base militaire iranienne.

Le village est situé à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de l'aéroport international de Téhéran.

SUISSE : Vote en mai sur la fin de l'Accord sur la libre circulation avec l'UE

Les Suisses voteront le 17 mai sur la fin de l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'Union européenne (UE), demandée par la droite populaire mais rejetée par le gouvernement, selon le calendrier électoral fixé hier.

Lors de sa séance hebdomadaire, le gouvernement a fixé au 17 mai le vote sur l'initiative populaire «Pour une immigration modérée» qui demande que «la Suisse règle de manière autonome l'immigration des étrangers» et qui, si elle est acceptée, aboutirait à la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'UE. La Suisse est régie par un système de démocratie semi-directe qui permet au peuple de faire passer des textes par des consultations populaires, appelées initiatives. S'ils sont approuvés, ils sont ensuite inscrits dans la Constitution. L'initiative sur laquelle les Suisses voteront en mai exige désormais que le

gouvernement suisse mette tout en oeuvre, par la voie de la négociation, pour que l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) conclu avec Bruxelles en 1999 cesse d'être en vigueur dans un délai d'un an ou, en cas d'échec, qu'il dénonce unilatéralement cet accord. Elle a été lancée par des personnes issues de la première force politique du pays, l'Union démocratique du centre (UDC, droite populaire), de l'Organisation Action pour une Suisse indépendante et neutre (Asin), un groupe de pression. Le gouvernement a rejeté l'initiative, estimant qu'elle menace l'emploi en Suisse. Il a aussi souligné qu'en raison de la «clause dite guillotine», une dénonciation unilatérale de l'ALCP entraînerait la fin d'accords bilatéraux avec l'UE et risquerait de remettre en question d'autres traités conclus avec Bruxelles, comme ceux dits de Schengen et Dublin.

CAMP DE TORTURE «HAOUCH-GOUTIER» (BOUMERDÈS): Le relogement des occupants retarde sa transformation en monument commémoratif

Le retard accusé dans le projet de réalisation de logements au profit des résidents du sinistrement célèbre camp de torture Haouch-Goutier dans la commune de Souk El-Had (est de Boumerdès) compromet sa transformation en monument historique, après la restauration de certains vestiges, encore debout, témoignant de l'atrocité de la colonisation française en Algérie.

Une récente visite au chantier de ces logements, non loin de ce lieu historique fortement dégradé à cause de la nature mais aussi de l'homme, a permis à l'APS de constater l'arrêt total des travaux. Dans ce cadre, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de Souk El Had, Boualem Nassi a déclaré à l'APS que «l'arrêt, depuis fin 2017, des travaux du projet de réalisation de logements au profit des occupants du camp de torture «Haouch Goutier» compromet la finalisation de l'opération de transformation de ce site en monument historique, attendue par les habitants de la wilaya depuis des années».

«Nous attendons de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), maître d'ouvrage, de relancer dans les meilleurs délais le chantier dont le taux de réalisation est d'à peine 20%», a-t-il ajouté attirant l'attention sur «les répercussions négatives» du gel du projet de réhabilitation de ce site, qui ne cesse de se dégrader notamment avec «la hausse du nombre de ses habitants qui est passé de 28 familles en 2007 à 38 actuellement».

Le P/APC de Souk El Had a fait savoir que «l'arrêt des travaux est dû, selon les explications de l'entrepreneur en charge de la réali-

sation de ce projet, au non-paiement des situations qui lui sont dues par l'OPGI». Par ailleurs, une source de l'OPGI, qui a requis l'anonymat, a infirmé l'arrêt définitif des travaux évoquant «une réévaluation en cours de ce projet en attendant la relance des travaux dans les meilleurs délais».

Dans ce contexte, la directrice des Moudjahidine de la wilaya de Boumerdes, Bouterfa Habiba a déclaré à l'APS que «les procédures administratives pour la transformation de ce site en monument historique ont été finalisées et nous attendons l'opération de relogement pour poursuivre sa restauration et sa réhabilitation».

Ce monument historique, dont la propriété est passée de la Commune à la Direction des Moudjahidine a fait l'objet d'une étude détaillée pour sa restauration.

Des vestiges témoins des atrocités commises par l'armée coloniale

Des vestiges de ce camp de torture, représentés par de minuscules géôles en béton initialement des caves destinées à la production et à la conservation du vin, demeurent debout à ce jour, pour témoigner des atrocités commises par l'armée coloniale française contre ceux ayant osé porter les



armes contre elle pour revendiquer leur liberté, a-t-on constaté sur place.

Ce centre de torture mitoyen à la RN5 reliant l'Est et le Centre du pays fut créé en 1956, selon les témoignages de moudjahidine de la région ayant survécu à cette période douloureuse de l'histoire de l'Algérie. D'une superficie de 5000 M2, ce camp qui pouvait accueillir jusqu'à 200 détenus était alors dirigé par un certain commandant Skerfon, secondé dans son ignoble tâche par le lieutenant Montasse, en plus de nombre de Harkis et

d'un groupe de parachutistes assurant la surveillance des lieux.

Ce site, spécialement sélectionné pour son isolement extrême, a abrité les pires tortures exercées sur des moudjahidine du Front de libération nationale (FLN), voire tout civil suspecté d'être contre la France coloniale, se rappellent des témoins.

Brûlures par le feu, ingurgitation d'eau savonneuse, électrocution, torture auditive, planches à clous, étaient le quotidien de tous les détenus de ce camps de concentration, dont les méthodes sont in-

terdites à l'échelle mondiale, se souviennent encore des moudjahidine de la région. C'est dans ces géôles, des «trous» d'à peine un ou deux mètres de long et de large, que l'armée française tassait jusqu'à 4 détenus, et même 8 parfois, au moment où la cour servait d'espace de tortures à ciel ouvert. Selon les mêmes témoignages, ce centre était doté de trois portes principales, dont une située à l'arrière destinée à l'évacuation des détenus à exécuter, qui étaient accompagnés vers un Oued mitoyen, où ils étaient enterrés.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE LA JUSTICE
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION
PÉNITENTIAIRE ET DE LA RÉINSERTION
ETABLISSEMENT DE REEDUCATION ET DE READAPTATION DE KOLEA
NUMÉRO D'IDENTIFICATION FISCALE (NIF) 001442359026828

AVIS D'APPEL D'OFFRE NATION AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES

Un avis d'appel d'offres ouvert national avec exigence de capacités minimales est lancé pour l'approvisionnement de l'établissement de rééducation et réadaptation Koléa en denrées alimentaires, en lot suivant, par marché à commandes :

- Lot n°04 : Viandes rouges Fraîches Ovine, Bovine.

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, inscrit au registre de commerce avec code d'activité approprié ou au registre de l'artisanat et des métiers, ou détenant la carte professionnelle d'artisan, en relation avec l'objet du marché, et disposant des moyens de transport appropriés et références professionnelles dans l'objet du lot, Justifié par un certificat de bonne exécution, au moins un intérêt public délivré a été contracté au cours des cinq(05) dernières années, pour effectuer le service demandé peuvent retirer le cahier des charges auprès du service économique de l'établissement de rééducation et réadaptation Koléa sis à route chaiba kolea Tipaza contre le paiement de 2.000 DA non remboursable

Les offres accompagnées des pièces réglementaires ci-dessous mentionnées, doivent être déposées à l'adresse ci-dessus et présentées suivant la formule suivante :

Une enveloppe fermée contenant l'offre candidature, et une enveloppe fermée contenant l'offre technique, et une enveloppe fermée contenant l'offre financière, les trois enveloppes sont placées dans une enveloppe de grande taille, verrouillée et ne portent que les expressions suivantes :

" Il n'est ouvert que par le Comité d'ouverture et d'évaluation des enveloppes."

Annonce d'un appel à propositions ouvert national avec exigence de capacité minimale 01/DGAPR/2020
Fournir de l'alimentation générale au restaurant de l'établissement de rééducation et de réadaptation Koléa
(Lot n° 04le nom du lot Viandes rouges Fraîches Ovine, Bovine)

Conformément aux instructions contenues dans le cahier des charges.

- Dossier de candidature :**
 - Déclaration de candidature remplie datée et signée, par le candidat.
 - Déclaration de probité remplie datée, signée et cachetée par le candidat
 - toutes les pièces exigées dans l'article n° 06 alinéa « A » du cahier des charges.
 - L'offre technique comprendra :**
 - La déclaration à soussigner dûment remplie datée et signée, selon le modèle ci-joint.
 - Le présent cahier des charges signé et paraphé par le soumissionnaire.
 - L'offre financière comprendra :**
 - La soumission dûment remplie datée signée, selon le modèle ci-joint.
 - Le bordereau des prix unitaires dûment remplie daté et signé et cacheté par le soumissionnaire.
 - Le devis quantitatif - estimatif de l'offre dûment remplie daté signé et cacheté par le soumissionnaire.
- la durée de préparation des offres est fixée à vingt et un (21) jours à partir de la première parution de cet avis d'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.
Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai égal à la durée de préparation des offres telle que mentionnée ci-dessus, augmentée de trois (03) mois.
Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres de 08 h 00 à 12 h 00.
Par le présent avis les soumissionnaires sont invités à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13 h 00 au siège de l'établissement.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

DIRECTION DE L'ÉDUCATION DE LA WILAYA D'AIN-DEFLA
RUE 24 FEVRIER AIN DEFLA
N.I.F : 099044019079508

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE

DE CAPACITES MINIMALES N° 01/D.E/2020

- La direction de l'éducation de la wilaya de Ain-Defla lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour : **Renouvellement des Equipements des Etablissements scolaires du cycle primaire y compris chauffage et climatisation à travers la wilaya**

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert est lancé en un (01) lots comme suit :

Lot n° 01 : Equipement Administratif.

CONDITIONS D'ELIGIBILITE :

- **Capacités financières :** Ayant une moyenne du chiffre d'affaire pour les 03 dernières années supérieure ou égale à **15.000.000,00 DA.**
- **Capacités techniques :** Références professionnelles : Ayant au moins réalisé un (01) projet de même nature durant les cinq (05) dernières années dans le domaine de l'**équipement administratif**, d'un montant cumulé supérieur ou égal à **5.000.000,00 DA.**

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges de la direction de l'éducation à l'adresse suivante: rue 24 février AIN DEFLA à titre gratuit.

Les offres doivent comporter :

- A : DOSSIER DE CANDIDATURE
- B : OFFRE TECHNIQUE
- C : OFFRE FINANCIÈRE

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérées dans des enveloppes séparées, fermées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention-dossier de candidature -technique- ou -financier- selon le cas. Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention-

A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE
DE CAPACITES MINIMALES N°/D.E/2020
Lot n° 01 : Equipement Administratif.

Renouvellement des Equipements des établissements scolaires du cycle primaire y compris chauffage et climatisation à travers la wilaya

adressée à Monsieur le directeur de l'éducation rue 24 février Ain-Defla

- La durée de préparation des offres est fixée à **quinze (15) jours** à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offre, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse.

- Le jour et l'heure limite de dépôt des offres correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant. Le dépôt des offres est fixé au plus tard à **12h00.**

- Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis techniques et financiers qui aura lieu à **13 h 00** au siège de la Direction de l'éducation

- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentées de **90 jours** à compter de la date de dépôt des offres.

ALGÉRIE-CHINE La troupe de danse de Chengdu (Chine) subjugue le public de Aïn Defla

La troupe de danse de la ville de Chengdu (Chine) a subjugué mardi soir le public de Aïn Defla lors d'un spectacle mémorable animé à la maison de la culture Emir Abdelkader de la ville en présence de plusieurs familles venues des quatre coins de la wilaya et des régions qui lui sont limitrophes, a-t-on constaté.

Pleine comme un œuf, la salle de spectacle de la maison Emir Abdelkader s'est assurément avérée trop exigüe pour contenir le flux des admirateurs de la danse chinoise mais aussi des arts martiaux pratiqués depuis des millénaires sur le territoire de ce pays. C'est sous un tonnerre d'applaudissements que les danseuses ont fait leur apparition sur scène pour présenter ce spectacle intitulé «la fête de l'heureux printemps chinois» devant un public dont ils ne tarderont pas à capter l'intérêt sous l'effet d'une musique originale et d'un féérique jeu de lumière. Les membres de la troupe se sont merveilleusement appliqués afin de mettre en évidence la danse chinoise classique de la province de Schisan synonyme de l'ouverture et la tolérance de ce pays.

Les prestations n'ont laissé indifférent ni les jeunes ni les moins jeunes, les poussant d'ailleurs à immortaliser ces moments par le biais de leur téléphones portables. Le clou du spectacle aura été incontestablement la chanson algérienne «Goumari» interprétée par une jeune chanteuse chinoise devant un public ébahi. Etudiant à Blida de passage à Aïn Defla, Djamel avoue que le spectacle lui a permis de découvrir nombre de facettes de la culture chinoise qu'il ignorait jusque-là. «Sur internet, j'ai bien évidemment eu à voir nombre de show donnés par des troupes chinoises ainsi que d'autres pays qui sont proches de ce pays mais les voir tout près vous, de surcroît avec un public survolté, vous



procure un sentiment indescriptible», s'est-il exclamé. Se félicitant des conditions du déroulement du spectacle, le conseiller culturel à l'Ambassade de Chine à Alger, Zhang Yi a relevé la réaction du public de Aïn Defla lequel a «adopté» la troupe de Cheng du de manière rapide.

«La réaction du public laisse croire à l'existence, depuis belle lurette, d'une relation chaleureuse et intime entre lui et les artistes», a-t-il soutenu, se disant persuadé que les moments passés resteront certainement gravés dans la mémoire des spectateurs. Se félicitant de l'amitié «ancestrale» existante entre l'Algérie et la Chine, il a émis le souhait de voir les échanges culturels raffermir les relations existantes entre les deux pays en tout point de vue notamment dans le domaine du tourisme. De son côté, le directeur de la culture de Aïn Defla,

Hasnaoui Mahmoud, a noté la parfaite communion entre le public et la troupe chinoise, observant que cet état de fait atteste de la place qui échoit à cette grande nation en Algérie. «Quand un artiste s'applique en donnant le meilleur de lui-même pour répondre au goût du public, celui-ci ne saura qu'apprécier», a-t-il fait remarquer, soutenant que le public a surtout été marqué par les habits multicolores des danseuses, leur virtuosité, la splendeur des costumes, la magnificence des voix et les subtilités des instruments de musique. Outre Aïn Defla, cet événement organisé par l'Ambassade de Chine en Algérie en collaboration avec le ministère chinois de la Culture et du Tourisme et le ministère algérien de la Culture, s'inscrit dans le cadre d'une tournée comprenant la maison de Culture koléa (Tîpasa) et l'Opéra d'Alger, rappelle-t-on.

SEMAINE CULTURELLE AMAZIGHE DE KHENCHELA À TÉBESSA : Un mariage traditionnel en clôture de la manifestation

Un mariage traditionnel khencheli a été organisé mardi à la Maison de la culture Mohamed-Chebouki de Tébessa en clôture de la semaine culturelle amazighe de Khenchela à l'occasion de la célébration du nouvel an berbère 2970.

Le public tébessi a beaucoup apprécié les coutumes et les traditions authentiques de la région de Khenchela à travers l'organisation d'un mariage, notamment les fiançailles, le trousseau de la mariée, le cérémonial du henné des mariés le tout couronné par l'inévitable «kechkcha», un mélange de fruits secs et de friandises offerts aux invités. Différentes étapes du mariage étaient également ponctuées de chants folkloriques interprétés par des membres de l'association de préservation du patrimoine de la wilaya de Khenchela, la troupe «Ahrar El Awrès» et l'association folklorique «Bdaâ» qui ont été vivement applaudies par un public conquis, accueillant la danse traditionnelle «Rahaba» par des youyous.

En clôture de la manifestation, les troupes participantes ont été honorées,

ainsi que des moudjahidine et des enfants de chouhada, aux côtés des élèves ayant participé aux festivités. Plusieurs expositions, consacrées au livre amazigh, aux arts plastiques, la photographie, l'habillement, les tapis traditionnels et la poterie ont eu lieu à la Maison de la culture de Tébessa permettant de faire connaître au public le patrimoine culturel matériel et immatériel des deux wilayas.

Le directeur de la Maison de la culture de Khenchela, Nouredine Kouider, a affirmé, dans ce contexte à l'APS, que le jumelage entre les institutions culturelles des deux wilayas constitue une première étape pour jeter les jalons pour d'autres échanges culturels, soulignant que plusieurs accords seront conclus en vue de l'organisation d'ateliers pédagogiques «dans les plus brefs délais».

A noter qu'hier, la Maison de la culture de Khenchela a accueilli la cérémonie de clôture officielle du jumelage culturel qui s'inscrit dans le cadre de la célébration de «yennayer 2970», selon les organisateurs.

PUBLICITÉ

JJEL : Le patrimoine et l'héritage culturels algériens à l'honneur

L'écrivain Mohamed Arezki a animé mardi à la maison de la culture Omar Ous-sedik de Jijel une rencontre sur le patrimoine et l'héritage culturels algériens à travers les us et traditions algériennes notamment de la région de Kabylie.

Auteur de 25 ouvrages sur l'histoire culturelle de la région kabyle, Arezki a estimé, dans une déclaration à l'APS en marge de la rencontre initiée par le club littéraire de la maison de la culture, qu'il était naturel pour un pays aussi vaste que l'Algérie que les traditions populaires diffèrent d'une région à une autre, relevant que le calendrier agraire amazigh reflète cette richesse. Il a également estimé que son intérêt pour la

région de kabylie vise à «mettre en garde les jeunes contre les études tendancieuses de l'école coloniale sur la kabylie, mais aussi à mettre en lumière le rôle de cette région dans l'enrichissement de la culture arabo-islamique et la préservation du patrimoine culturel amazigh».

L'auteur a parlé de son ouvrage «Ombres du Hirk national» et de son livre sur Mahmoud Bouzouzou El Bedjaoui (1918/2007), fondateur de la revue El Manar en 1951 et militant de l'association des Oulémas musulmans algériens qui s'est installé après l'indépendance en Suisse où il a mené une carrière d'enseignant de la langue arabe aux européens et de prêcheur de l'Islam.

TIZI-OUZOU: Ouverture samedi de la 12^e édition du salon Djurdjura du livre

La 12^e édition du salon Djurdjura du Livre s'ouvrira samedi, pour 3 jours dans les différents établissements culturels de la wilaya de Tizi-Ouzou, a annoncé hier la direction locale de la Culture.

Cette manifestation qui portera désormais le nom «Tizi n udlis» (Tizi du livre), placée cette année sous le thème «un livre, une fenêtre sur le savoir», est dédiée au parcours et à l'oeuvre du moudjahid-écrivain Djoudi Atoumi et accueillera comme invité d'honneur la wilaya de Laghouat. Au programme de ce salon des expositions de stands de maisons d'éditions et d'institutions, une expo-

sition sur le parcours et l'oeuvre de Djoudi Atoumi, une autre sur les figures scientifiques et littéraires algériennes ainsi qu'un stand «Le livre, des oasis aux montagnes de Djurdjura» dédié à la wilaya d'honneur de ce salon.

Plusieurs ateliers pour enfants ainsi que des ateliers d'écriture et d'illustration de textes sont aussi au programme de cette manifestation durant laquelle il sera procédé au lancement de la 1^{ère} édition du concours «La meilleure nouvelle» en quatre langues et la 2^{ème} de celle du «Meilleur lecteur». La deuxième journée de ce salon, dédiée à

l'histoire, sera consacrée à un hommage à Djoudi Atoumi avec une projection d'un documentaire autour de son parcours et des témoignages d'amis et compagnons de lutte au niveau du petit théâtre de la maison de la culture Mouloud Mammeri.

Une conférence sur le livre comme lien entre les deux contrées du pays, animée par Abderrahmane Khelifa, chercheur historien et Kamel Stiti, directeur du parc culturel de Laghouat au niveau de la Bibliothèque principale de lecture publique sera, également, au programme de ce salon.

APS

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
DE LA WILAYA DE TIZI OUZOU

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ NIF : 001315019036056

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés et des délégations de service public, la Direction des équipements publics de la wilaya de TIZI-OUZOU informe les soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 15/DEP/2019 du 26/09/2019 portant Projet : Réalisation d'une école fondamentale base 06 à DRAA-BEN-KHEDDA.

Lot : Reste à réaliser du bloc logement et VRD (assainissement extérieur, AEP, passage de buse, clôture, loge gardien, bache à eau et divers).

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres techniques et financières, l'attribution provisoire des lots cités ci-dessus s'est effectuée comme suit :

ENTREPRISE	Note Technique /35 pts	Montant De l'offre DA/ TTC	Montant corrigé	Délai	NIF
ADC BUILDING ET CONSTRUCTION.	20,00	8.998.381,35	8.905.579,20	Quatre (04) mois	177150102629182

A cet effet, et conformément à l'article 82 alinéa 4 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public invite les soumissionnaires désirant s'informer des résultats de l'évaluation de leurs offres techniques et financières de se rapprocher de nos services dans un délai de 03 jours à partir de sa première publication.

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant peut introduire un recours dans les 10 jours qui suivent la date de parution du présent Avis dans les quotidiens nationaux et le BOMOP auprès de l'autorité compétente.

VOLLEY / SUPER-DIVISION MESSIEURS (MISE À JOUR): NRBB Arréridj - JSC Ouled-Adouane samedi à 16h00

Le match NR Bordj Bou Arréridj - JSC Ouled-Adouane, comptant pour la mise à jour de la 1re journée du Championnat d'Algérie de volley-ball, Super-Division (messieurs), se déroulera samedi (16h00) à la salle Boubaya-Saad de Bordj Bou Arréridj.

La Super-Division (messieurs) a été gelée depuis le déroulement de la 1re journée le 16 novembre 2019, pour permettre à la sélection nationale de préparer le tournoi de qualification olympique disputé début janvier au Caire.

La deuxième journée de la Super-Division a été programmée le 24 janvier, a indiqué la Fédération algérienne de la discipline.

Mise à jour de la 1re journée / Samedi (16h00):
NR Bordj Bou Arréridj - JSC Ouled-Adouane

Classement :	Pts	J
1. OMK El-Milia	3	1
--. WA Tlemcen	3	1
--. NC Béjaïa	3	1
--. GS Pétroliers	3	1
5. ES Sétif	2	1
6. MB Béjaïa	1	1
7. RC M'sila	0	1
--. ES Tadjenanet	0	1
--. EF Ain-Azel	0	1
--. ASV Blida	0	1
11. NRBB Arréridj	--	--
--. JSCO Adouane	--	--

CYCLISME / CHAMPIONNATS D'AFRIQUE SUR PISTE (6E ÉDITION): L'Algérie présente avec huit athlètes au Caire

Huit cyclistes (7 messieurs et 1 dame) représenteront l'Algérie à la sixième édition des Championnats d'Afrique sur piste, prévue du 16 au 19 janvier courant au Caire (Egypte), a-t-on appris hier de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Il s'agit de : Yacine Chalel, Zinedine Tahir, Lotfi Tchambaz, El Khassib Sassane, Youcef Boukhari Youcef, Bengani Sedik, Amari Hamza chez les messieurs, et Houili Nesrine chez les dames.

«La sélection nationale est déjà à pied d'oeuvre au Caire, où elle a atterri mardi soir, vers 18h30, sous la conduite de l'entraîneur national Adil Barbari, qui sera secondé dans sa tâche par le mécanicien Nacer Smadi et le soigneur Touati Rachid.

Outre l'Algérie et l'Egypte (Organisation), 10 autres pays vont participer à ces Championnats d'Afrique, à savoir : Libye, Maroc, Seychelles, Kenya, Burundi, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Soudan, Afrique du Sud et Nigéria.

Cette compétition revêt une importance capitale pour le vice-champion d'Afrique Yacine Chalel, qui essaiera de remporter l'épreuve de l'omnium pour aller au mondial, avec l'ambition d'y archer les points nécessaires pour se qualifier aux Jeux Olympiques de Tokyo.

APS

HAND/CAN-2020: Pour Dobala et Bendjemil, la qualification de l'Algérie au Mondial est «largement à sa portée»

Les deux anciennes gloires du handball algérien, Mustapha Dobala et Abdelkrim Bendjemil, ont estimé hier que la qualification des «Verts» au prochain Championnat du monde est «largement à leur portée, contrairement à la course à la qualification aux Jeux olympiques de 2020 à Tokyo».

La sélection algérienne entame, jeudi, son aventure en Coupe d'Afrique qu'abrite la Tunisie en donnant la réplique à la Zambie.

«Je pense que notre équipe est bien partie pour terminer à la première place de son groupe. C'est très important de mettre tous les atouts de notre côté pour au moins atteindre les demi-finales de l'épreuve», conseille Dobala dans une déclaration à l'APS.

Outre la Zambie, la sélection algérienne aura à croiser le fer lors du premier tour aussi avec le Congo et le Maroc respectivement.

L'ancien pivot des «Verts» s'est félicité, en outre, de la qualité de la préparation effectuée par les Algériens en prévision du rendez-vous continental, ce qui conforte son optimisme quant à une participation algérienne réussie.

«Cela fait plusieurs années que notre sélection n'a pas fait une aussi bonne préparation, même s'il reste encore du travail pour aspirer à se mettre au même niveau que les Tunisiens et Egyptiens qui vont certainement batailler pour le seul ticket dominant



accès aux JO-2020», a prédit l'actuel président de l'Amicale du handball oranais.

Son ancien coéquipier en équipe nationale et la glorieuse équipe du MC Oran des années 1980, en l'occurrence Abdelkrim Bendjemil, est presque du même avis, même si ce dernier juge «insuffisants» les préparatifs de la bande à l'entraîneur français Alain Portes.

«J'aurais souhaité que notre sélection débute un peu plus tôt la préparation de ce rendez-vous. D'ailleurs, même le nouvel entraîneur

national a fait cette remarque.

Je ne comprends pas pourquoi l'on n'assure pas une préparation continue à nos différentes sélections, et attendre toujours l'approche des compétitions officielles pour retoucher les manches», a-t-il déploré.

Malgré cela, Bendjemil s'attend à une participation bien meilleure des coéquipiers de Berkous sur le sol tunisien par rapport à la précédente édition de la même épreuve que l'équipe avait terminée à la sixième place. «Nous avons tous les moyens pour termi-

ner à la troisième place qui serait à mon avis une position honorable pour notre handball au vu de la conjoncture très difficile qu'il est en train de traverser depuis plusieurs années», a-t-il indiqué.

«Concernant l'éventualité de briguer une place pour les prochains JO, honnêtement ce sera très difficile, pour ne pas dire impossible, surtout en présence de la Tunisie et l'Egypte qui nous ont beaucoup devancés dans cette discipline», a encore estimé l'actuel président du CSA les «Castors» d'Oran.

TENNIS/CHAMPIONNATS D'AFRIQUE DU NORD (PAR ÉQUIPES): L'Algérie domine la 1re journée en U14

Les sélections algériennes des U14 garçons et filles ont dominé mardi soir la première journée des Championnats ITF/CAT d'Afrique du Nord (par équipes) qui se disputent au Tennis club de Bachdjerrah (Alger).

Chez les garçons, les Algériens ont battu leurs adversaires libyens sur le score de 3-0.

Le premier match a été remporté par le jeune Abdelhamid Abdelmalek face à Abougseaa Abderrahmane en deux sets 6-0, 6-1, alors que Lotfi Zerbout s'est imposé devant El Maouhoub Abdullah 6-0, 6-1.

Dans le tableau double, la paire algérienne composée d'Amine Nessai - Lotfi Zerbout a pris le dessus sur El Maouhoub Abdullah et Abougseaa Abderrahmane (6-0, 6-0). Chez les U14 filles, l'équipe

nationale a battu son homologue égyptienne sur le score de 2-1.

Au premier match du simple, la joueuse algérienne Maria Badache a perdu devant Tofee Haytam Ghorab sur le score de 6-3, 6-3, mais sa compatriote Rawane Mebarki a remis les pendules à l'heure après son succès devant Ahmed Adel Malak sur le score de 6-3, 4-6 (10-3).

Lors du match double, décisif pour départager les deux nations, la paire algérienne Mebarki-Badache a pris le meilleur sur Hanna Mabrouk Moatez-Tofee Haytam Ghorab sur le score de 6-1, 6-2.

Les deux sélections algériennes seront au repos lors de la deuxième journée programmée mercredi.

Chez les U16, l'équipe nationale masculine s'est inclinée face aux Tunisiens

(3-0), alors que celle des filles a été exemptée de la première journée.

Pour le compte de la seconde journée, les Algériens affronteront l'Egypte, alors que les filles défieront le Maroc.

Les cinq nations engagées dans ces épreuves par équipes (Algérie, Tunisie, Maroc, Egypte et Libye) s'affrontent sous forme d'un mini-championnat.

A la fin, les meilleures sélections (garçons/filles), aussi bien chez les moins de 14 ans que chez les moins de 16 ans, sont déclarées championnes d'Afrique du nord et seront donc qualifiées pour les prochains Championnats d'Afrique, prévus au mois de juin dans un pays qui reste à désigner.

Pour rappel, les épreuves individuelles, disputées du 10 au 13 janvier, ont été dominées par le Maroc.

ATHLÉTISME / CROSS-COUNTRY - CHALLENGE NATIONAL : Cinq catégories d'âge engagées dans le cross Abdou-Seghouani (FAA)

Cinq catégories d'âge (minimes, benjamins, cadets, juniors et seniors) seront engagées dans le Cross "Abdou Seghouani", prévu le 18 janvier courant au terrain de Golf de Dély-Brahim (Alger), a-t-on appris hier de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), coorganisatrice de cette compétition avec la Ligue algéroise de la discipline (FAA).

Les minimes (garçons) seront les premiers à s'élancer, vers 9h30, sur une distance

de 2,5 kilomètres, suivis des minimes (filles) vers 9h45, et sur une distance de 2 km.

Puis ce sera au tour des benjamins, vers 10h00, avec une distance de 2 km pour les garçons et de 1,5 km pour les filles.

Les cadets feront leur entrée en lice vers 10h30, avec une distance de 3,5 km pour les filles et de 5 km pour les garçons, avant de laisser place aux juniors (garçons), qui feront leur entrée en lice vers

11h35, sur une distance de 6 km.

Pour leur part les juniors (filles) devront parcourir la même distance que les seniors (dames), à savoir 5 kilomètres, alors que les seniors (messieurs) seront les derniers à concourir, vers 12h00, sur une distance de 8 km.

Les cinq premiers chez les cadets, juniors et seniors auront droit à des récompenses financières, allant de 5000 DA à 30.000 DA » a pré-

cisé la FAA dans un bref communiqué, ajoutant que les lauréats des catégories plus jeunes "eux, auront droit à des médailles, des diplômes et des cadeaux".

Les organisateurs ont également prévu une Coupe, qui sera décernée comme trophée au vainqueur de l'épreuve du Cross-Mixte.

Le dernier délai pour confirmer l'engagement a été fixé au mercredi 15 janvier, à minuit.

LIGUE 1 (MISE À JOUR) USMA - JSK : Un «clásico» pour rejoindre le podium

L'USM Alger et la JS Kabylie s'affrontent aujourd'hui au stade Omar-Hamadi (Alger, 18h45) pour l'objectif commun de monter sur le podium, en match comptant pour la mise à jour de la 12e journée du championnat de Ligue 1 de football.



L'USMA (5e, 20 pts) et la JSK (4e, 21 pts) viseront, chacune de son côté, la victoire pour rejoindre la troisième place, occupée actuellement par l'USM Bel-Abbès (22 pts). Un match à enjeu donc entre deux équipes qui traversent une mauvaise passe sur le plan continental. Engagées en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, l'USMA et la JSK, dos au mur, viennent en effet de compromettre sérieusement leurs chances de qualification en quarts de finale.

Lors de la 4e journée, disputée le week-end dernier, le club algérois s'est incliné à Pretoria face aux Sud-africains de Mamelodi Sundowns (2-1), alors que la JSK a été tenue en échec à domicile par les Marocains du Raja Casablanca (0-0). Le rendez-vous de ce jeudi, qui sera la 76e opposition entre les deux équipes en championnat, sera une belle occasion pour l'une ou l'autre de se refaire une santé et se relancer en Ligue 1. Le club kabyle domine ce duel avec 26

victoires contre 23 défaites, alors que 26 matchs se sont soldés par un score nul. L'USMA, en butte depuis l'intersaison à une crise financière sans précédent, aura à disputer un dernier match en retard, le lundi 20 janvier en déplacement face à l'ASO Chlef (13e journée). Idem pour la JSK qui accueillera le même jour le MC Oran à Tizi-Ouzou. La dernière rencontre de mise à jour (12e journée) opposera le dimanche 19 janvier le NC Magra au Paradou AC.

Déjà joués (12e journée) :

MC Oran - US Biskra 0-0
CABB Arréridj - NA Hussein-Dey 1-0
MC Alger - CR Belouizdad 2-2
AS Ain M'lila - USM Bel-Abbès 3-0
JS Saoura - ASO Chlef 0-0
CS Constantine - ES Sétif 3-1

Reste à jour :
Dimanche 19 janvier :
NC Magra - Paradou AC 14h30

Classement :	Pts J
1). CR Belouizdad (Champion d'hiver)	29 15
2). MC Alger	27 15
3). USM Bel-Abbès	22 15
4). JS Kabylie	21 13
5). ES Sétif	20 15
-). MC Oran	20 14
-). USM Alger	20 13
8). CS Constantine	19 14
-). CABB Arréridj	19 15
-). AS Ain M'lila	19 15
-). JS Saoura	19 15
12). Paradou AC	17 13
13). ASO Chlef	16 14
14). NA Hussein-Dey	15 15
-). NC Magra	15 14
16). US Biskra	14 15

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE : Blessé, Bensebaini incertain face à Schalke 04 demain

Le défenseur international algérien du Borussia M'enchgladbach Ramy Bensebaini, victime de douleurs musculaires, est incertain pour le derby de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, demain en déplacement face à Schalke 04 (20h30), dans le cadre de la 18e journée du championnat allemand de football, rapportent mercredi les médias locaux. Le latéral gauche algérien (24 ans) souffrirait de douleurs musculaires et aurait dû stopper brusquement l'entraînement de mardi, précise la même source, qui n'a pas dévoilé la nature exacte de la blessure. Devenu un titulaire à part entière dans le dispositif de l'entraîneur Marco Rose, Bensebaini a été élu joueur du mois de décembre par les supporters du Borussia M'enchgladbach.

L'ancien joueur de Paradou AC a été nommé «Homme du match» à deux reprises en décembre.

Bensebaini s'est distingué lors du match mémorable contre le Bayern (2-1) en inscrivant un doublé dont un pénalty à la dernière minute contre les champions en titre.

Bensebaini s'est engagé avec le club



allemand l'été dernier pour un contrat de quatre ans en provenance du Stade Rennais (Ligue 1 française), avec lequel il avait décroché la Coupe de France 2019 aux dépens du Paris SG.

Au terme de la 17e journée, le Borussia M'enchgladbach occupe la 2e place au

classement avec 35 pts, à deux longueurs du leader RB Leipzig, alors que Schalke 04, où évolue le milieu international algérien Nabil Bentaleb, sur le départ, pointe à la 4e place en compagnie du Borussia Dortmund avec 30 points chacun.

LIGUE 1/USM BEL ABBÈS : Reprise dans la difficulté

Plusieurs joueurs de l'USM Bel-Abbès ont boudé la reprise des entraînements, mardi soir, en prévision de la deuxième partie de la saison pour protester contre la non-régularisation de leur situation financière, a-t-on appris de la direction de ce club de Ligue 1.

Le staff technique de l'USMBA avait fait face à cette même situation avant le déplacement de l'équipe à Alger pour affronter le Paradou AC, la semaine passée, pour la

dernière sortie de son effectif pour le compte de la phase aller. A l'arrivée, les «Vert et Rouge» de la «Mekerra» se sont inclinés lourdement (3-0), voyant par là même leur belle série stoppée.

A l'issue de ce match, l'entraîneur Abdelkader Yaïche avait justement mis en garde contre les éventuelles répercussions de la crise financière qui secoue le club depuis l'intersaison sur la suite de son parcours.

Pourtant, les gars de la ville

de Sidi Bel-Abbès ont réussi à surmonter tous les obstacles, surprenant plus d'un en parvenant à pointer, provisoirement soit-il, à la troisième place au classement à l'issue de la phase aller, tout en collectant 22 points de 7 victoires, 1 nul et 7 défaites.

Mais ce parcours, jugé par les fans du club «très positif», surtout si l'on tient compte du départ raté de leur formation quand elle avait enchaîné trois défaites de rang lors des trois premières journées, n'a

pas plaidé en faveur des coéquipiers du jeune capitaine d'équipe, Belhocini.

Leur direction leur doit quatre salaires et deux primes de matchs, d'où leurs grèves à répétition depuis le début de cet exercice.

C'est aussi à cause des difficultés financières du club que la direction de ce dernier a décidé d'annuler le stage hivernal qu'elle avait programmé initialement à Chlef, indique-t-on de même source.

CAN 2021: Le ministre camerounais des sports favorable à un changement de dates

Le ministre des Sports et de l'éducation physique du Cameroun a ouvert la voie à un éventuel changement de dates pour la prochaine Coupe d'Afrique des nations, hier à Yaoundé, lors d'une réunion entre les autorités camerounaises et la Confédération africaine de football (CAF).

«Concernant la période la plus propice pour l'organisation de la CAN 2021, diverses hypothèses sont ouvertes, a admis Narcisse Mouelle Kombi.

Nous voulons d'emblée dire, ici, haut et fort, au Cameroun, que sur toute l'étendue du territoire, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, que la période de juin à septembre il je parle sous le contrôle du directeur de la météorologie [] correspond à la grande saison des pluies.

A Douala, par exemple, durant cette période, il pleut quotidiennement [] A cet égard, nous serons attentifs aux importantes décisions qui seront prises dans le cadre de la présente réunion [] pour l'intérêt et la gloire du football africain».

La CAN 2021, prévue en juin/juillet, pourrait finalement être avancée en janvier/février.

La CAF a notamment invoqué les conditions climatiques dans cette région du continent.

La création d'une Coupe du monde des clubs élargie par la FIFA, dont la première version se jouera en juin/juillet 2021, crée également un problème de calendrier avec la CAN.

Le président de la Confédération africaine de football (CAF), effectuée depuis lundi une visite de travail de trois jours au Cameroun qui prend fin ce mercredi.

La CAF pourrait en profiter pour dévoiler la date officielle de la prochaine CAN.

ANGLETERRE : Le Portugais Gedson Fernandes rejoint Tottenham

Le milieu de terrain portugais de Benfica, Gedson Fernandes, a été prêté pour 18 mois avec option d'achat à Tottenham, a annoncé hier la formation des Spurs.

Selon la presse anglaise, le club londonien devra déboursier 56 millions de livres (65,4 M EUR) pour s'attacher définitivement les services de l'international portugais de 21 ans (2 sélections).

Fernandes devient la première recrue de José Mourinho depuis son arrivée au club londonien fin novembre.

Convoité également par West Ham, il a finalement préféré le club du nord de Londres, où vivent ses parents, et probablement aussi en raison des liens entre son agent Jorge Mendes et Mourinho, qui cherche un remplaçant pour Moussa Sissoko, blessé jusqu'en avril.

Mais la condition physique de Fernandes, qui n'a pris part qu'à 7 matches de championnat depuis le début de la saison, est un peu une énigme.

Son arrivée pourrait accélérer le départ de Christian Eriksen, en fin de contrat cet été.

Les Spurs pourraient aussi être tentés de recruter en attaque pour pallier l'absence de Harry Kane, lui aussi blessé et indisponible pour plusieurs semaines.

CHAMPIONNAT AMATEUR (16J)

GR. CENTRE :

NRB Touggourt - RC Boumerdès
 IB Khemis El-Khechna - WR M'sila
 CR Béni Thour - NARB Réghaïa
 USM Blida - CRB Dar El-Beïda
 JS Hai Djabel - CRB Ain Oussera
 ES Ben Aknoun - RC Kouba
 US Béni Douala - WA Boufarik
 IB Lakhdarïa - ESM Koléa

Classement :	Pts	J
1). WA Boufarik	30	15
2). CR Béni-Thour	27	15
3). CRB Dar El-Beïda	23	15
4). IB Lakhdarïa	22	15
→). CRB Ain-Oussera	22	15
→). ES Ben-Aknoun	22	15
7). RC Kouba	21	15
→). ESM Koléa	21	15
9). USM Blida	20	15
10). WR M'sila	19	15
11). JS Haï-Djabel	18	15
12). NRB Touggourt	16	15
→). RC Boumerdès	16	15
14). IBK El-Khechna	15	15
15). NARB Réghaïa	13	15
16). US Béni-Douala	12	15

GR. EST :

USM Khenchela - US Tébessa
 US Chaouïa - HB Chelghoum Laid
 CR Village Moussa - CRB Ain Fekroum
 NT Souf - JSD Jijel
 NRB Telegma - MSP Batna
 CRB Ouled Djellal - CRB Kais
 CA Batna - MO Constantine
 AB Chelghoum Laid - USM Ain Beïda

Classement :	Pts	J
1). CRB Ouled-Djellal	30	15
2). MO Constantine	29	15
3). CA Batna	28	15
4). HB Chelghoum-Laid	24	15
5). MSP Batna	23	15
→). US Chaouïa	23	15
7). US Tébessa	21	15
→). USM Khenchela	21	15
9). NT Souf	20	15
10). NRB Telegma	19	15
11). AB Chelghoum-Laid	17	15
12). CR Village-Moussa	16	15
→). CRB Kaïs	16	15
14). CRB Ain-Fakroune	12	15
→). JSD Jijel	12	15
16). USM Ain-Beïda	10	15

GR. OUEST :

JSM Tiaret - IRB El Kerma
 MB Hassasna - US Remchi
 ES Mostaganem - MCB Oued Sly
 RCB Oued Rhiou - GC Mascara
 SCM Oran - CRB Ben Badis
 SA Mohammadia - SC Ain Defla
 SKAF Khemis - CR Témouchent
 ASB Maghnia - USMM Hadjout

Classement :	Pts	J
1. CR Témouchent	35	15
2. MCB Oued Syl	24	15
→. US Remchi	24	15
4. USMM Hadjout	23	15
→. RCB Oued Rhiou	23	15
6. SC Ain Defla	22	15
7. ES Mostaganem	21	15
8. CRB Ben Badis	20	15
→. IRB El Kerma	20	15
10. ASB Maghnia	18	15
11. GC Mascara	16	15
12. SA Mohammadia	15	15
→. JSM Tiaret	15	15
14. SCM Oran	14	15
→. SKAF Khemis	14	15
→. MB Hassasna	14	15

CAN-2021 (PRÉPARATIFS) : Ahmad Ahmad : «La tendance est à l'optimisme»

Le président de la Confédération africaine de football (CAF) Ahmad Ahmad, s'est dit hier «satisfait» de l'avancée des préparatifs au Cameroun, pays hôte de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, soulignant que la tendance était désormais à l'optimisme.

«La CAF a mesuré cette dimension dans le travail de préparation, et évaluer les avancées significatives sur les divers chantiers de la CAN-2021.

Je peux dire que la tendance est à l'optimisme, et je me réjouis à la fois de l'annoncer et de la confier.

L'attachement de la population camerounaise au football africain lors de cette manifestation sera une démonstration de force que toute l'Afrique aimera partager.

Je vous encourage à poursuivre dans cette voie positive de la bonne préparation, en vous garantissant le soutien continu de la CAF», a indiqué le président de l'instance continentale, lors d'une allocution prononcée au début de la réunion avec autorités camerounaises à Yaoundé.

Ahmad Ahmad est à la tête d'une délégation officielle de la CAF, composée également d'anciennes gloires du football africain, dont le sélectionneur national Djamel Belmadi.

Cette visite de trois jours qui prend fin ce mercredi, est inscrite dans le cadre d'une mission d'inspection des infrastructures de la CAN-2021 et du Championnat d'Afrique CHAN-2020.

Le Cameroun qui devait organiser la CAN-2019, a été recalé par la CAF qui a confié l'organisation à l'Égypte, en raison du retard accusé dans les travaux des infrastructures devant abriter le tournoi, remporté par l'Algérie.

«Je me sens heureux d'être ici, à l'aise et confortable,

parce que une atmosphère de travail et d'amitié se pointe à l'horizon.

L'enjeu est d'une grande importance, puisqu'il s'agit de désigner la date du déroulement de la CAN-2021.

Je tiens à remercier le Président du Cameroun Paul Biya pour son engagement ferme, clair, et déterminé à faire de cet événement un rendez-vous historique que peut-être le Cameroun n'aura jamais vécu par le passé», a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner : «Personnellement, je suis très convaincu pour le succès de la CAN-2021.

J'ai un profond respect pour la volonté du Chef de l'Etat qui a mobilisé les moyens appropriés, je reconnais dans cette détermination de Président la volonté manifeste de répondre à la diversité africaine.

Au nom de la CAF, je rends hommage aux engagements pris par le M. Paul Biya.

Je suis convaincu au-



jour d'hui que le peuple camerounais vivra cet événement dans une ferveur populaire exceptionnelle, parce que la passion du football qui existe ici est unique, incomparable, inimitable», a-t-il conclu.

La CAN 2021, prévue en juin/juillet, pourrait être avancée (janvier/février).

La CAF a notamment invoqué les conditions climatiques dans cette région du continent.

La création d'une Coupe du monde des clubs élargie par la FIFA, dont la première version se jouera en juin/juillet 2021, crée également un problème de calendrier avec la CAN.

TRANSFERT : Convoité par le MC Alger, le Congolais Mbenza s'engage avec le Cercle de Bruges

L'attaquant congolais du Stade tunisien (Ligue 1 tunisienne de football), Guy Mbenza, convoité par le MC Alger, s'est engagé avec la formation belge du Cercle de Bruges (Div.1), a annoncé hier le club tunisien sur sa page officielle Facebook.

Le joueur âgé de 19 ans a exprimé son désir de jouer en Europe. Après un accord conclu entre le Stade tunisien et le Cercle de Bruges, il a été convenu que le club du Bardo recevra 10% en cas d'un autre transfert, précise le club tunisien. Arrivé

de l'AS Otoho (Div.1 congolaise) en décembre 2018, le natif de Brazzaville a brillé au stade tunisien, occupant actuellement la deuxième place du classement des buteurs du championnat tunisien avec 6 réalisations en 12 matchs.

Le MC Alger a formulé une offre jugée insuffisante par la direction du Stade tunisien, qui a dit oui à son homologue du Cercle de Bruges, lanterne rouge du championnat de Belgique. Al-Hilal du Soudan s'est également manifesté.

Championnat Inter-régions (16e J)

GR. CENTRE-EST

Programme de la 16e journée du Championnat inter-régions de football, groupe Centre-Est, prévue samedi et dimanche :

Samedi (14h00) :
 AS Bordj Ghedir - USM Sétif
 CRB El Hammadia - NRC Boudjelbana
 Hydra AC - JS Azazga
 JS Boumerdès - IRB Berhoum
 JS Bordj Menaël - FC Bir el Arch
 MB Bouïra - DRB Baraki
 SA Sétif - ASC Ouled Zouai
Dimanche (14h00) :
 ES Bouakeul - NRB Grarem

Classement :	Pts	J
1. JS Bordj Menaël	31	15
→. USM Sétif	31	15
3. IRB Berhoum	26	15
→. NRB Grarem	26	15
5. MB Bouïra	24	15
6. FC Bir El Arch	22	15
→. JS Azazga	22	15
8. JS Boumerdès	21	15
→. ES Bouakeul	21	15
10. DRB Baraki	18	15
→. AS Bordj Ghedir	18	15
12. Hydra AC	17	15
13. NRB Boudjelbana	16	15
→. SA Sétif	16	15
15. ASC Ouled Zouai	12	15
16. CRB El Hamadia	7	15

GR. CENTRE-OUEST :

Programme de la 16e journée du Championnat inter-régions de football, groupe Centre-Ouest, prévue samedi à 14h00 :

CRB Tiaret - E Sour Ghozlane
 ARB Ghriiss - WAB Tissemsilt
 CB Béni Slimane - ORB Oued Fodda
 ES Berrouaghia - CR Zaouïa
 IRB Bou Medfaa - CRB Sendjas
 RA Ain Defla - CAS Abdelmoumen
 CRB Froha - MS Cherrhell
 OM Ruisseau - CRB Boukadir

Classement :	Pts	J
1. E. Sour Ghozlane	34	15
2. WAB Tissemsilt	30	15
3. CR Zaouïa	29	15
→. IRB Bou-Medfaâ	29	15
5. ORB Oued Fodda	25	15
→. RA Ain-Defla	25	15
7. MS Cherrhell	22	15
→. ARB Ghriiss	22	15
→. CB Beni-Slimane	22	15
→. CRC Tiaret	22	15
11. ES Berrouaghia	20	15
→. CAS Abdelmoumen	20	15
13. CRB Boukadir	17	15
14. OM Ruisseau	8	15
15. CRB Froha	4	15
16. CRB Sendjas	2	15

GR. EST :

Programme de la 16e journée du Championnat inter-régions de football, groupe Est, prévue jeudi et samedi :

Jeudi (14h00) :
 NASR El Fedjoudj - JB Ain Kercha
 NRB Tazouguert - CRB El Milia
Samedi (14h00) :
 AB Merouana - WM Tébessa
 CRB Dréan - ORB Boumakra Ahmed
 ES Guelma - E Collo
 IRB El Hadjar - CRB Houari Boumediene
 MB Barika - CB Mila
 OSM Taref - CRB Ain Yagout

Classement :	Pts	J
1. JB Ain-Kercha	29	15
2. CRB Ain-Yagout	28	15
3. NRB Tazouguert	27	15
4. ES Guelma	24	15
5. OSM Tarf	23	15
6. CRBH Boumediene	22	15
→. IRB El-Hadjar	22	15
8. CRB Dréan	21	15
→. CRB El-Milia	21	15
10. CB Mila	20	15
→. MB Barika	20	15
→. NASR El-Fedjoudj	20	15
13. ORBB Ahmed	16	15
14. E. Collo	14	15
→. WM Tébessa	14	15
16. AB Merouana	12	15

Valverde fixé sur sa suspension

Les supporters de l'Atletico Madrid risquent de l'avoir mauvaise ! Expulsé en prolongation lors de la finale de la Supercoupe d'Espagne remportée par le Real Madrid (0-0, 4-1 t.a.b) dimanche dernier pour un tacle "sacrificé" sur Alvaro Morata qui filait au but, Federico Valverde (21 ans, 22 matchs et 2 buts toutes compétitions cette saison) ne sera suspendu... qu'une seule rencontre ! Dans son rapport, l'arbitre a écrit que l'Uruguayen avait simplement "annihilé une occasion manifeste de but" et celui-ci manquera ainsi la réception du FC Séville en Liga samedi.



LEROY SANÉ DE RETOUR À L'ENTRAÎNEMENT

Leroy Sané a partagé des clichés de son retour à l'entraînement. Dans une courte vidéo, l'ailier allemand se dévoile en train de courir et de tenter quelques frappes dans les buts.

Neymar ne veut plus faire la même erreur...

En se lâchant sur l'arbitre de la rencontre face à Manchester United, Neymar avait été suspendu 3 rencontres la saison dernière. Une erreur que ne désormais plus reproduire le joueur du PSG.

La saison dernière, le PSG était tombé de haut face à Manchester United. Une défaite qui avait laissé un goût amer à Neymar, qui n'avait pas hésité à s'en prendre à l'arbitre après la rencontre. « C'est une honte ! On met quatre mecs qui ne comprennent rien au foot pour regarder un tir au ralenti devant la télé. Il n'y a rien. Comment le mec peut mettre ses mains ailleurs ? Allez-vous faire foutre », avait-il publié sur les réseaux sociaux, commentant l'action de la main de Kimpembe. Des propos qui avaient valu à Neymar 3 matchs de suspens. Et l'attaquant du PSG semble avoir appris la leçon. Désormais, Neymar semble plus réfléchi au moment d'évoquer l'arbitrage et les possibles erreurs. Cela a ainsi été le cas ce dimanche après la rencontre face à l'AS Monaco. Pas d'accord sur le but d'Islam Slimani, l'attaquant du PSG s'est toutefois retenu, lâchant : « Ce que je pense du 3ème but de l'AS Monaco ? C'est la vidéo, c'est l'interprétation de chacun. Je ne crois pas que c'était intentionnel (de la part de Marquinhos, ndr), mais je ne veux pas créer de polémique et je veux encore moins être suspendu de nouveau ».

La Roma rembarée pour Shaqiri

Privée de Nicolò Zaniolo, victime d'une grave blessure à un genou, jusqu'à la fin de la saison, l'AS Rome lui cherche un remplaçant. D'après Sky Sport Italia, le club italien a fait part de son intérêt pour l'ailier Xherdan Shaqiri (28 ans, 7 apparitions et 1 but en Premier League cette saison), qui joue peu à Liverpool. Une piste qui est rapidement tombée à l'eau puisque Jürgen Klopp a fermé la porte au Suisse, sur qui il compte pour la seconde partie de saison. Dossier suivant.



Giroud en passe de signer à l'Inter

Sky Sport Italia annonce en effet ce mercredi que les deux clubs anglais et italien ont trouvé un accord, autour d'une indemnité de transfert de 4,5 millions d'euros plus un million d'euros de bonus. Pour rappel, l'ancien Montpellierain ne dispose plus que de six mois de contrat avec les Blues. Pour sa part, l'attaquant de 33 ans aurait obtenu un bail de deux ans et demi avec l'écurie lombarde, assorti d'un salaire de 5 millions d'euros par an.

Une alternative «low cost» pour Kane

En quête d'un attaquant pour combler l'absence d'Harry Kane, indisponible au moins jusqu'au mois d'avril en raison d'une blessure à la cuisse gauche, Tottenham a multiplié les pistes ces derniers jours. Alors que Krzysztof Piatek (Milan AC) a été sondé, le club londonien va finalement miser sur Zé Luis (28 ans, 13 matchs et 7 buts en Liga NOS cette saison). D'après SIC Noticias, les dirigeants des Spurs ont trouvé un accord avec le FC Porto pour le prêt avec option d'achat, dont le montant n'a pas été dévoilé, du buteur cap-verdien. Arrivé pour 8,5 millions d'euros en provenance du Spartak Moscou, l'été dernier, le Dragon devrait rallier Londres dans les prochains jours.

AUDIENCE

Le Président de la République reçoit l'ancien coordonnateur de l'INDM, Karim Younes...

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mardi à Alger, l'ancien coordonnateur de l'Instance nationale de dialogue et de médiation (INDM), M. Karim Younes, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué. Le chef de l'Etat et M. Karim Younes «ont échangé leurs vues sur la situation générale du pays, entré dans une phase de changement à la faveur des consultations en cours sur l'amendement de la Constitution visant à l'adapter aux revendications populaires, à instaurer une véritable séparation des pouvoirs et à conférer l'harmonie à l'action des institutions dans le cadre d'une vision démocratique globale pour la réforme de l'Etat, avec tous ses démembrements et institutions», précise le communiqué. Pour M. Karim Younes, «la concertation, l'écoute et le recoupement des avis des différents acteurs avant la présentation des propositions et observations au Panel d'experts en charge de l'élaboration de la mouture finale de la Constitution, est une procédure pertinente et judicieuse, par laquelle le Président de la République ouvre le champ du renouveau, en alliant l'expérience de la société civile à celle de la classe politique», précise la même source. En outre, M. Karim Younes «a donné son avis sur les moyens d'appuyer ces efforts pour construire l'avenir dans le cadre de la nouvelle République», conclut le communiqué.

... et le moudjahid Youcef Khatib

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, hier à Alger, le moudjahid Dr Youcef Khatib, chef de la Wilaya IV historique, et ce dans le cadre de la série de consultations sur la situation globale du pays et la révision de la Constitution, indique un communiqué de la Présidence de la République. «Dans le cadre des consultations sur la situation globale du pays et la révision de la Constitution, pierre angulaire dans le processus d'édification de la nouvelle République, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu, mercredi 15 janvier 2020, le moudjahid Dr Youcef Khatib, chef de la Wilaya IV historique», précise la même source. Lors de cette rencontre, les deux parties «ont échangé les vues sur les moyens les plus adéquats pour ne jamais dévier de la Déclaration du 1^{er} Novembre, sous peine d'être ébranlés par les facteurs de la division et de la faiblesse, avait indiqué le Président Tebboune dans son discours de prestation de serment», a ajouté la même source. De son côté, le Dr Youcef Khatib a affiché «un intérêt particulier pour le volet relatif à l'écriture de l'histoire afin de contribuer à la préservation de la mémoire collective du peuple algérien et exprimé quelques avis et propositions pour garantir un meilleur avenir aux générations futures dans le cadre de la nouvelle République», a conclu le communiqué.

APS

PRÉSIDENTE

Réunion samedi du Conseil des ministres

Le Conseil des ministres se réunira samedi prochain au lieu de dimanche, en raison de la participation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la Conférence internationale sur la Libye prévue le même jour à Berlin (Allemagne), a indiqué hier la Présidence de la République dans un communiqué.

«La réunion du Conseil des ministres, initialement prévue dimanche, se tiendra samedi 18 janvier 2020 sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, compte tenu de la participation de M. le Président à Conférence internationale sur la Libye qui aura lieu le jour même à Berlin en Allemagne», précise la même source. Le Conseil des ministres se penchera sur plusieurs questions inscrites à



l'ordre du jour de cette réunion, notamment des dossiers relatifs à la redynamisation et au développement des activités sectorielles dans les do-

maines de la santé, l'industrie, l'agriculture, l'habitat, le commerce et le commerce extérieur, ainsi que les petites entreprises et les start-up.

ONU: L'Accord d'Alger, "seule voie viable" pour régler la crise malienne

Les Nations unies ont indiqué mercredi que l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, demeurerait "la seule voie viable" pour régler la crise complexe dans ce pays sahélien, appelant les Maliens à se "l'approprier sur le plan national" afin qu'il puisse être exécuté. "L'exécution de l'Accord de paix demeure la seule voie viable pour régler la crise complexe du Mali et jeter les bases de solutions durables pour la paix et la stabilité (...). Il est toutefois important de saisir qu'à ce stade critique, il n'existe d'autre option que cet accord", souligne le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres dans son nouveau rapport trimestriel sur la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali "Il faut redoubler d'efforts pour veiller à ce que la population, dans toutes ses composantes, le comprenne. Il est de la plus haute importance que les parties signataires règlent leurs différends par la concertation et reprennent les réunions régulières du Comité de suivi de l'Accord", insiste Guterres dans ce rapport, présenté mercredi au Conseil de sécurité. Le SG de l'ONU s'est dit "préoccupé" par la persistance des retards dans l'exécution de l'Accord, dans le cadre du dialogue

national inclusif, et par le regain d'insécurité dans tout le pays, notamment par l'absence de redéploiement des forces de défense et de sécurité nationales reconstituées dans le nord du Mali. Guterres a exhorté les chefs de l'opposition et la société civile qui ont décidé de ne pas participer au dialogue inclusif de tenir compte de l'intérêt national. En parallèle il a demandé aux dirigeants maliens "de faire preuve de l'esprit d'initiative nécessaire" et de trouver un terrain d'entente et des solutions pragmatiques pour reprendre la mise en œuvre du processus de paix et faire avancer les réformes essentielles, notamment la révision de la Constitution, mesure indispensable, selon lui, pour progresser dans d'autres domaines.

"J'exhorte tous les acteurs à dépasser leurs divergences, à travailler ensemble et à trouver des solutions pour accélérer l'exécution de l'Accord. Cela reste le moyen le plus pragmatique de s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'instabilité et de l'intensification des activités terroristes", a-t-il dit.

Le SG de l'ONU a alerté sur la nouvelle dégradation de la situation sécuritaire au Mali et dans l'ensemble de la région du Sahel où les groupes terroristes gagnent du terrain et les attaques

contre les forces de sécurité nationales et internationales se poursuivent sans relâche. Au centre du Mali, les activités terroristes continuent d'alimenter les violences intercommunautaires, ce qui pèse lourdement sur la population locale, selon le rapport. Se félicitant de l'intégration de 1.330 ex-combattants des mouvements signataires dans les forces armées nationales, Guterres a indiqué que leur redéploiement dans des unités reconstituées et réformées, tel que prévu par l'accord, sera important non seulement pour renforcer les forces armées nationales, mais il constituera aussi une première mesure concrète vers le rétablissement de l'autorité de l'Etat dans le nord du pays. Aussi, pour stabiliser la situation au Mali et lutter contre le terrorisme, il est nécessaire de faire progresser les réformes envisagées dans le cadre de l'accord, d'investir dans le développement économique et d'ouvrir des perspectives dans l'ensemble du territoire, a-t-il estimé.

Le Conseil de sécurité se réunit mercredi pour évaluer les progrès dans la mise en œuvre de l'accord de paix de 2015 et discuter du plan d'adaptation de la Minusma visant à accroître la mobilité et la souplesse de la mission onusienne.

Décès du moudjahid Mustapha Fettaf

Le Moudjahid Mustapha Fettaf est décédé à l'âge de 95 ans, a-t-on appris, mardi, auprès du ministère des Moudjahidines et des Ayants droit. Né en 1925 à Beni Maouche (W. Bejaïa), le défunt a rejoint l'Organisation civile du Front de libération nationale en tant que fidaï, dès le déclenchement de la Guerre de libération nationale en 1954, pour devenir l'un de ses membres les plus actifs, en occupant le poste de responsable politique militaire, et responsable des groupes armés à Alger, sous le commandement du colonel Ouamrane et Abane Ramdane. Condamné à mort, feu Mustapha Fettaf, emprisonné de 1936 jusqu'à 1962 à partage la prison avec le Chahid Taleb Abderrahmane. En cette douloureuse circonstance, le ministre des Moudjahi-

dine et des Ayants droit, Tayeb Zitouni a présenté à la famille du défunt et à ses compagnons d'armes «ses condoléances les plus attristées» et exprimé «sa profonde compassion». «Mustapha Fettaf était de la trempe des hommes fidèles à la nation et à la patrie qui ont voué leur vie à la lutte pour l'indépendance et à la bataille d'édification nationale», a écrit M. Zitouni dans son message de condoléances, ajoutant que «le regretté a honoré son engagement en tant que responsable dans les rangs de la sûreté nationale, en accomplissant pleinement sa noble mission». Pour conclure, le ministre a prié Dieu le Tout-puissant «d'accorder au défunt sa sainte miséricorde de l'accueillir en son vaste Paradis et d'assister les siens en cette pénible épreuve».

ALGÉRIE-FRANCE

M. Kamel Rezig reçoit le président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, s'est entretenu mardi à Alger avec le président de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française (CCIAF), Michel Bisac, sur les moyens de développer la coopération économique et commerciale entre l'Algérie et la France.

A l'issue de cet entretien, qui s'est déroulé en présence du ministre délégué chargé du commerce extérieur, Aïssa Bekkai, M. Rezig a mis en avant «la profondeur des relations entre les deux parties dans différents domaines, notamment économique», rappelant à cet égard «les accords commerciaux en place entre l'Algérie et la France».

M. Rezig a en outre souligné l'importance de la coopération avec la CCIAF pour un partenariat algéro-français gagnant-gagnant visant à drainer des investissements, à commencer par le marché algérien puis les marchés africains, notamment à la faveur de la ratification par l'Algérie de l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-

CAF) avec les avantages qu'offre cette zone en matière d'exportation, en plus de la situation géostratégique de l'Algérie en Afrique.

Le ministre a, par ailleurs, évoqué le nouveau climat des affaires en Algérie à la lumière des axes majeurs du Programme du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lesquels axes permettent, a-t-il dit, de lever les entraves qui impactaient par le passé les investissements directs et l'environnement des affaires en général. Pour sa part, M. Bisac a exposé les missions, les objectifs et le rôle de la Chambre de commerce et d'industrie algéro-française dans la promotion des investissements, estimés à 250 millions d'euros par an, et qui font de la France le premier investisseur étranger du pays et son quatrième client.

Après avoir indiqué que plus de 800 entreprises françaises étaient en activité en Algérie, le président de la CCIAF s'est dit «prêt à évaluer pour un partenariat bénéfique».

APN :

Le président de la Commission des AE et l'ambassadeur du Japon évoquent la coopération bilatérale

Le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté établie à l'étranger à l'Assemblée populaire nationale (APN), Abdelkader Abdellaoui s'est entretenu, hier, avec l'ambassadeur du Japon à Alger, Kazuya Ogawa, sur les voies et moyens du développement de la coopération bilatérale dans tous les domaines, a indiqué un communiqué de l'APN.

Les deux parties ont passé en revue «l'état des relations bilatérales unissant les deux pays depuis 1958», en se focalisant sur «l'évolution de la coopération bilatérale dans tous les domaines, notamment ceux ayant trait au partenariat et à l'investissement», a précisé le communiqué. A cette occasion, M. Abdellaoui a mis en avant «l'intérêt exprimé par l'Algérie en vue d'inciter les opérateurs japonais à investir dans différents domaines», précisant que l'Algérie

«aspire à tirer profit des expériences des pays amis et partenaires afin de diversifier ses sources de revenus». Cette audience a été également une occasion pour examiner la situation en Libye, au Mali et au Yémen ainsi que les questions palestinienne et sahraouie.

A cet effet, M. Abdellaoui a réaffirmé «l'attachement de l'Algérie aux principes de non-ingérence dans les affaires internes des pays, des règlement pacifique des conflits, et de soutien aux causes justes des peuples et à leur droit à l'autodétermination». Pour sa part, l'ambassadeur japonais a réitéré «l'attachement de son pays au soutien des efforts visant la promotion de la coopération bilatérale, l'exploitation des opportunités d'investissement en Algérie et la concrétisation des projets de partenariat dans divers domaines, notamment l'industrie automobile».